



Association de
Banques Privées Suisses
Vereinigung
Schweizerischer Privatbanken
Association of Swiss Private Banks

Par email (barbara.graf@finma.ch)

Autorité fédérale de surveillance
des marchés financiers (FINMA)
Madame Barbara Graf
Laupenstrasse 27
3003 Bern

Genève, le 19 août 2014

Nouvelle circulaire « Ratio de levier » et révision de la circulaire « Publication FP – banques »

Madame,

Nous nous référons à l'audition ouverte le 17 juin 2014 par la FINMA à propos des objets cités sous rubrique. Nous avons pris bonne note des modifications proposées dans ce cadre et souhaitons vous communiquer les commentaires suivants :

a. Calcul de l'exposition globale (Cm 14 de la Circulaire « Ratio de levier »)

Notre principal souci provient du fait que les liquidités placées auprès des banques centrales sont traitées comme tous les autres actifs au bilan, alors qu'elles ne présentent aucun risque et ne contribuent pas à créer d'effet de levier.

Nous comprenons la logique d'établir un ratio aussi simple que possible, mais cet amalgame provoquera sans doute de la confusion dans la presse et auprès des clients. En effet, deux banques pourraient avoir le même ratio de levier alors que l'une ne détient que des liquidités et l'autre des actifs qui ne peuvent être que plus risqués : leur niveau d'exposition et leur effet de levier n'est pourtant pas le même !

A cela s'ajoute le fait que la prise en compte non pondérée des liquidités peut rendre très difficile le respect d'un ratio de 3% par exemple. Dans le contexte actuel d'aversion au risque et de taux très bas, les clients détiennent une part importante de leurs avoirs en cash. Les banques de gestion de fortune placent ces liquidités auprès de la Banque Nationale Suisse ou d'autres banques centrales, afin de pouvoir respecter les exigences de liquidité (LCR) et de maintenir un faible niveau de risque, ce qui ne peut qu'être favorable aux clients. Doivent-elles être pénalisées pour cela alors que l'augmentation de la taille de leur bilan est induite par le comportement de leurs clients et qu'elles n'en profitent pas pour augmenter leur effet de levier?



Le tableau suivant illustre ce qui précède en donnant un exemple, simplifié mais réaliste, d'une banque connaissant une forte croissance de son bilan due à l'augmentation des engagements envers la clientèle et décidant de placer l'intégralité de cette hausse auprès de banques centrales :

Total bilan	Fonds propres	Liquidités banques centrales	Leverage ratio	Leverage ratio ajusté
100	5	10	5.0%	5.6%
150	5	60	3.3%	5.6%
200	5	110	2.5%	5.6%

La colonne "Leverage ratio" montre la rapide dégradation du ratio de levier calculé selon le projet de circulaire (qui reflète certes les normes du Comité de Bâle), alors que la colonne "Leverage ratio ajusté" montre un ratio stable en pondérant les liquidités placées auprès de banques centrales à 0%. Ce ratio stable est tout à fait cohérent, car il montre bien que la banque n'a pas pris de risque supplémentaire, i.e. n'a pas créé d'effet de levier supplémentaire, ce qui correspond à l'objectif affiché par le Comité de Bâle. Il nous semble donc y avoir une incohérence entre l'objectif affiché par le Comité de Bâle et les modalités pratiques retenues pour le calcul du LERA.

Nous prions donc la FINMA d'adopter l'une des quatre mesures suivantes, par ordre de préférence :

1. Pondérer à 0% les liquidités placées auprès de banques centrales ; le principe d'absence de pondération connaît déjà des exceptions, par exemple les facteurs de conversion pour les expositions hors bilan. Cette dérogation aux normes du Comité de Bâle serait facile à justifier (cf. supra).
2. Permettre de compenser les liquidités placées auprès de banques centrales avec les engagements à vue, non rémunérés, envers la clientèle.
3. Appliquer les solutions 1. ou 2. en prévoyant une exclusion matérielle (p. ex. pas d'application aux banques d'importance systémique), voire une exclusion temporelle (application limitée aux périodes de crise aiguë comme pour le LCR).
4. Intervenir fermement auprès du Comité de Bâle pour corriger cette incohérence au plus vite.

b. Définition du ratio de levier (Cm 5 de la Circulaire « Ratio de levier »)

Le numérateur du ratio de levier est prévu d'être les fonds propres de base (Tier 1). Nous sollicitons que soit plutôt pris en compte l'ensemble des fonds propres réglementaires selon l'OFB, sachant que le Comité de Bâle n'a pas encore arrêté sa position sur ce sujet. Cela permettrait notamment aux banques qui disposent d'importantes réserves latentes de pouvoir les prendre en compte et aurait le mérite de la simplicité.



c. Dispositions transitoires (Cm 77 de la Circulaire « Ratio de levier »)

Les banques qui font encore usage des dispositions transitoires pour l'application de la méthode standard suisse (AS-CH) peuvent avoir recours à la méthode de la valeur de marché selon l'AS-CH pour le calcul des équivalents-crédit. Ces derniers devraient alors être doublés lors du calcul de l'engagement global. Les banques concernées étant généralement de petite taille et donc peu actives sur le marché des dérivés et le délai transitoire ne courant que jusqu'en 2018, il nous semble, là encore, que la simplicité plaiderait pour un abandon pur et simple de ce multiplicateur.

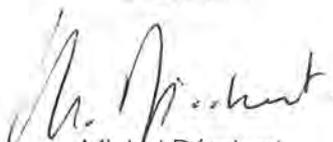
d. Dérogations aux exigences de publication financière (Cm 7 de la Circulaire « Publication FP – banques »)

Les exigences en matière de publication partielle d'informations relatives aux fonds propres se voient considérablement alourdies, notamment en intégrant les ratios de fonds propres prévus aux lignes 61 à 68f du tableau 1.b de l'annexe 2. Nous nous opposons à cet élargissement, qui n'a jamais fait l'objet de discussions préalables et dont nous ne voyons pas le motif.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations les meilleures.

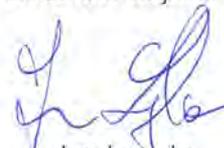
ASSOCIATION DE BANQUES
PRIVÉES SUISSES

Directeur :



Michel Dérobert

Directeur adjoint :



Jan Langlo

Via E-Mail (Barbara.graf@finma.ch)

31 August 2014

Barbara Graf
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Laupenstrasse 27
CH-3003 Bern

RE: –Rundschreiben 2015/xx Leverage Ratio: Berechnung der ungewichteten Eigenmittelquote ("Leverage Ratio") bei Banken

Sehr geehrte Frau Graf

Im Namen der Chicago Mercantile Exchange Inc.'s Clearing Division ("CME Clearing") und der CME Clearing Europe Limited ("CME Clearing Europe") dankt die CME Group Inc. ("CME Group") Ihnen für die Gelegenheit, den vorliegenden Entwurf, welcher am 17. Juni 2014 veröffentlicht wurde, kommentieren zu können. Die CME Group ist die Muttergesellschaft von vier "*designated contract markets*" ("DCMs"): CME, the Board of Trade of the City of Chicago, Inc. ("CBOT"), New York Mercantile Exchange, Inc. ("NYMEX"), and Commodity Exchange, Inc. ("COMEX"). Diese CDMs bieten zusammen über sämtliche bedeutenden Anlageklassen hinweg die breiteste Auswahl an Benchmark-Produkten an, einschliesslich Futures und Options auf Zinssätzen, Equity Indexes, Foreign Exchange, Energy, Metals, Rural Commodities und Alternative Investment Products. CME Clearing und CME Clearing Europe bieten zusammen sowohl für Exchange Traded Futures ("ETF") als auch für over-the-counter ("OTC") Derivatetransaktionen Clearing- und Settlement-Dienstleistungen an. CME Clearing ist bei der Commodity Futures Trading Commission ("CFTC") als "*derivatives clearing organization*" ("DCO") eingetragen und ist weltweit eine der grössten zentralen Gegenparteien ("central counterparty", "CCP") im Bereich Clearing-Dienstleistungen. Die CME Clearing Europe erhielt am 4. August 2014 unter den "European Market Infrastructure Regulations" ("EMIR") eine Bewilligung als "Central Counterparty Clearing House" ("CCP").

Die CME Clearing und die CME Clearing Europe sind Risikomanagement-Organisationen, die unabhängig Fragestellungen im Bereich Risikomanagement beurteilen und in neutraler Weise Risikomanagement-Standards zu den von uns angebotenen Risikomanagement- und Finanzintermediationsdienstleistungen festlegen. Die CME Group hat im Besonderen ein Interesse daran, abschätzen zu können, welche Anreize der in die Vernehmlassung gegebene Entwurf der FINMA in Bezug auf das Clearing von clearingfähigen OTC-Derivaten nach Massgabe der G-20-Zielvorgaben setzt und sich auch anderweitig auf das Kosten- und Risikoprofil von zentral geclearten Derivaten auswirkt. Eine erste Prüfung des Entwurfs des Leverage Ratio-Rundschreibens zeigt, dass einige der vorgeschlagenen Standards möglicherweise den Anreiz, Clearing zu nutzen, mindern, zu einer Reduktion der Fähigkeit der betroffenen Banken, Kunden Clearing-Dienstleistungen anbieten zu können führen und Anreize zum

Ausweichen auf ungeclearte Märkte, einem Hauptgrund für viele in der Finanzkrise von 2008 beobachteter Probleme im Bereich von OTC-Derivaten, setzen.

Die CME Group hat am Anhörungsprozess bezüglich des Juni-2013-Konsultationspapier des "Basel Committee on Banking Supervision" ("BCBS") über den überarbeiteten Leverage-Ratio-Standard teilgenommen¹ und haben mit Befriedigung festgestellt, dass der finale BCBS-Leverage-Ratio-Standard² die operationellen Realitäten des zentralen Clearings besser berücksichtigt. Die CME Group schätzt den Umstand, dass der Entwurf der FINMA weitgehend dem finalen BCBS-Standard entspricht, ist jedoch der Ansicht, dass es wichtig ist, einige Punkte in Bezug auf die Struktur geclearter Märkte anzusprechen.

In Bezug auf den Konsultativtext unterstützt die CME Group vollumfänglich die Bemühung der FINMA, den Aufbau von potenziell destabilisierendem Leverage im Bankenbereich zu beschränken und ein Rahmenwerk einzuführen, das es erlaubt, die Leverage-Profile der einzelnen Banken untereinander vergleichen zu können. In unserem Schreiben fokussieren wir auf bestimmte Problembereiche, welche wir im Konsultativtext identifiziert haben, und schliessen vier Bereiche mit Verbesserungspotenzial ein:

(I) Wir ersuchen darum, dass die FINMA klarstellt, dass die einer Bank von Kunden gestellte Initial Margin für die von der Bank für diese geclearnten Derivate deren verfügbare wirtschaftlichen Mittel nicht erhöht und entsprechend bei der Berechnung des Wiederbeschaffungswerts von Derivaten die Initial Margin, welche Kunden für die für sie geclearnten Derivate gestellt haben um mögliche zukünftige Risikopositionen zu vermindern, berücksichtigt;

(II) Wir ersuchen die FINMA, so wie dies zur Zeit im Konsultativtext vorgesehen ist, sich ausdrücklich dazu zu äussern, wie geclearnte Derivate unter dem finalen Standard erfasst werden sollen, um sicherzustellen, dass keine unnötige Doppelzählung von Engagements im Zusammenhang mit Kunden-Clearing (sowohl im "*agency model*" wie auch im "*principal model*") stattfindet;

(III) Wir ersuchen die FINMA, sich ausdrücklich dazu zu äussern, wie Derivate von Bankkonzerngesellschaften unter dem finalen Standard erfasst werden sollen, um sicherzustellen, dass keine Doppelzählung der Engagements auf Ebene der konsolidierten Bankengruppe stattfindet; und

¹ Basel Committee on Banking Supervision: Überarbeitetes Basel III-Leverage-Ratio-Framework und Offenlegungspflichten - Konsultationspapier; <http://www.bis.org/publ/bcbs251.htm>

² Basel Committee on Banking Supervision: Basel III-Leverage-Ratio-Framework und Offenlegungspflichten; <http://www.bis.org/publ/bcbs270.htm>

(IV) Wir ersuchen die FINMA, den "Standardized Approach" der BCBS für die Bemessung des Kreditäquivalents von Derivaten³, "SA-CCR") zur Berechnung der Add-on zu übernehmen.

(I) Zentral geclearte Risikopositionen von Kunden gegenüber Derivaten

Es scheint uns wichtig, die Struktur des zentralen Clearings und die bedeutendsten finanziellen Werkzeuge, welche zur Milderung von Gegenparteiisiken verwendet werden, kurz darzulegen. Strukturell erleichtern CCPs das Clearing entweder durch Anwendung des "agency model" oder des "principal model". Im "agency model" garantiert die Bank die Leistung des Kunden gegenüber der CCP, garantiert jedoch umgekehrt nicht die Leistung der CCP gegenüber dem Kunden. Im "principal model" agiert die Bank als Finanzintermediär, wobei sie sich zwischen den Kunden und die CCP schaltet. Unter dem "principal model" ergeben sich zwei "back-to-back"-Positionen zwischen den drei Parteien mit potenziell je eigener Leistungsgarantie. Die zwei bedeutendsten finanziellen Werkzeuge, die im zentralen Clearing Verwendung finden, sind die Variation Margin und die Initial Margin. Die Variation Margin deckt den täglichen Marktwert der Derivateengagements und wird typischerweise täglich mit der CCP in Form einer Geldzahlung ausgetauscht. Die Variation Margin beseitigt die laufenden Engagements und stellt eine Form der Vorauszahlung der laufenden Settlement-Verpflichtungen. Dabei wird das "Eigentum" am als Variation Margin bezahlten Geldbetrag vom Zahlenden auf den Zahlungsempfänger übertragen. Die Initial Margin deckt die potenziellen zukünftigen Derivateengagements und wird typischerweise durch eine Geldzahlung oder durch andere Vermögenswerten hoher Qualität befriedigt und in den USA im "agency clearing model" als Pfand (und nicht mittels Eigentumsübertragung) hinterlegt. Die Initial Margin wird durch die CCP gemäss einer objektiven und öffentlich zugänglichen Methode bestimmt und ist zur Risikominderung potenzieller zukünftiger Engagements ausgestaltet. Darüber hinaus können Kunden gegenüber der Bank oder den CCPs zusätzliche Margins leisten, welche die Engagements gegenüber Kunden zusätzlich reduzieren.

Der Konsultativtext unterstellt (basierend auf den BCBS Standards), dass die im Zusammenhang mit Derivaten gestellten Sicherheiten auf die Leverage zwei gegenläufige Wirkungen entfalten: Die Sicherheiten reduzieren zum einen das Gegenparteiensrisiko und erhöhen zum andern zugleich die der Bank zur Verfügung stehenden wirtschaftlichen Mittel. Wir ersuchen die FINMA darum, klarzustellen, dass der Verweis auf Sicherheiten sich nicht auf die im Zusammenhang mit einem Clearing für Kunden durch die Kunden geleistete Initial Margin bezieht, da sich die Bank durch die Initial Margin von Clearing Kunden keine Mittel (Leverage) beschafft, die sie hält und frei nutzen könnte. Wir sehen durchaus, dass bei nicht für Kunden geclearte Derivate, etwa unter einem Credit Support Annex ("CSA") bestellten Sicherheiten, sich die Bank möglicherweise Mittel (Leverage) beschaffen kann, die sie hält und frei nutzen kann. Nach unserem Verständnis war dies sicherlich vor der Krise im Jahr 2008 im Bereich des Prime Brokerage der Fall, was möglicherweise zur Schwere dieser Krise beigetragen hat. Hingegen ist

³ Basel Committee on Banking Supervision: Der Standardansatz zur Bemessung der Gegenparteiensrisiko-Engagements; <http://www.bis.org/publ/bcbs279.htm>

dies nicht der Fall für die regulierten Futures- und geclearten OTC-Märkte in den Vereinigten Staaten und in Europa.

In den Vereinigten Staaten und in Europa können Banken weder die durch die Kunden zur Befriedigung der Initial Margin-Anforderungen geleisteten Mittel noch die durch die Kunden geleisteten Mittel, welche über die Befriedigung dieser Initial Margin-Anforderungen für geclearte Derivate hinaus gehen, zur Mittelbeschaffung (Leverage) verwendet werden.

In den Vereinigten Staaten verlangt Section 4d(a)(2) des Commodity Exchange Acts (der "Act") von jedem Futures Commission Merchant ("FCM"), dass er seine eigenen Vermögenswerten von allen Geldbeträgen, Wertpapieren und anderem Eigentum, welche von Futures Kunden hinterlegt wurden, um Futures oder Optionen auf Futures, die auf einem DCM gehandelt werden, mit Margin zu unterlegen, zu besichern oder zu garantieren, getrennt halte. Section 4d(a)(2) verlangt weiter von jedem FCM, Mittel von Futures Kunden so zu behandeln, als würden sie dem Futures Kunden gehören, und verbietet es dem FCM darüber hinaus, die bei ihm von einem Futures Kunden hinterlegten Mittel dazu zu verwenden, einer anderen Person als diesem Futures Kunden, der diese Mittel geleistet hat, einen Kredit zu gewähren oder Sicherheiten zu leisten. Section 4d(f) des Act, welcher durch section 724(a) des Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act zur Adressierung der geclearten OTC-Märkte eingefügt wurde, verlangt von jedem FCM, dass er seine eigenen Vermögenswerte von allen Geldbeträgen, Wertpapieren und anderen Werten, welche von Cleared Swaps Kunden zur Absicherung von Transaktionen hinterlegt wurden, getrennt halte und enthält, wie unten aufgezeigt wird, vergleichbare Einschränkungen welche die Verwendung der Margin von Swaps Kunden zur Mittelbeschaffung (Leverage) verhindern.

Im Jahr 2012 überarbeitete die CFTC die Regulations 1.20 bis 1.30 und 1.32, um section 4d(a)(2) des Act umzusetzen, und übernahm Part 22, um section 4d(f) des Act umzusetzen. Zweck dieser Regulierungen ist die Sicherung der durch Futures Kunden bzw. durch Cleared Swaps Kunden hinterlegten Mittel.

Die CFTC-Regulation 1.20 verlangt von jedem FCM und von jeder Derivatives Clearing Organization ("DCO") über ihre eigenen Mittel separat Rechnung zu führen und diese Mittel von allen Geldbeträgen, Wertpapieren und anderen Werten, welche von Futures Kunden für den Handel auf DCMs hinterlegt wurden, getrennt zu halten. Die Regulation 1.20 bestimmt zudem, dass ein FCM oder eine DCO die Mittel von Futures Kunden nur bei einer Bank, einer Trust Company und, nur im Falle von FCMs, bei einer DCO oder einem anderen FCM hinterlegen darf. Die Mittel müssen unter einer Kontobezeichnung hinterlegt werden, aus welchem klar hervorgeht, dass diese Mittel dem Futures Kunden des FCM oder der DCO gehören und dass diese Mittel gemäss section 4d(a)(2) des Act und der Commission regulations getrennt sind. Die FCMs und DCOs haben weiter eine schriftliche Bestätigung der Hinterlegungsstelle zu beschaffen, aus der hervorgeht, dass die Hinterlegungsstelle darüber informiert wurde, dass die hinterlegten Mittel Kundenmittel sind, welche gemäss Act gehalten werden. Die FCMs und DCOs sind zudem bezüglich der Verwendung der Mittel der Futures Kunden eingeschränkt. Die Regulations 1.20 und 1.22 sehen vor, dass die von einem Futures Kunden hinterlegten Mittel nicht zur Sicherung von

Verträgen oder von Optionspositionen oder zur Vergabe von Krediten an andere Personen als den Futures Kunden, welcher die Mittel im normalen Geschäftsablauf hinterlegt hat, verwendet werden dürfen.

Part 22 der CFTC-Regulierung, welcher Cleared-Swaps-Transaktionen regelt, setzt section 4d(f) des Act um und entspricht in weiten Teilen Part 1, indem er die Verantwortung anspricht, welche ein FCM trägt, welcher Mittel für Futures Kunden hält, die auf DCMs handeln. Regulation 22.2 verlangt von einem FCM die von Cleared Swaps Kunden hinterlegten Mittel so zu behandeln, als ob diese den Cleared Swaps Kunden gehören würden. Weiter sind diese Mittel von den eigenen Mitteln des FCM getrennt zu halten. Aus Regulation 22.4 geht hervor, dass ein FCM Sicherheiten eines Cleared Swaps Kunden bei einer Bank, einer Trust Company, einer DCO oder einem anderem registrierten FCM zu hinterlegen hat. Regulation 22.6 verlangt, dass das Konto, in welchem die Sicherheit des Cleared Swaps Kunden hinterlegt ist, klar als Konto für Cleared Swaps Kunden des FCM identifiziert werden kann, welche Cleared-Swap-Transaktionen abschliessen, und dass die in diesem Konto gehaltenen Mittel den Segregationsverpflichtungen von section 4d(f) des Act und den Commission regulations unterstehen. Regulation 22.2(d) verbietet es einem FCM auch, die von einem Cleared Swaps Kunden hinterlegten Mittel zur Sicherung oder Gewährung eines Darlehens an eine andere Person als an diesen Cleared Swaps Kunden oder zum Kauf, zur Bestellung von Margin oder zur Begleichung von geclearten Swap-Transaktionen einer anderen Person als des Cleared Swaps Kunden, welcher die Mittel hinterlegt hat, zu verwenden.

In Europa verlangt die "European Market Infrastructure Regulation" ("EMIR") Regulation (EU) No 648/2012, Art. 39 eine vergleichbare Segregation, wie dies aus Anhang I hervorgeht.

Die oben genannten Regulierungen verhindern klar, dass die Banken Initial Margin von geclearten Kunden dazu zu benutzen, um sich Mittel (Leverage) zu beschaffen. Wir ersuchen darum, dass der Konsultativtext überarbeitet oder in solcher Weise ausgelegt wird, dass klar ersichtlich wird, dass die von geclearten Kunden gestellte Initial Margin bei der Bank als negativer Wiederbeschaffungswert berücksichtigt wird, indem diese es erlaubt das ganze oder einen Teil des potenziellen künftigen Gegenparteienrisiken gegenüber diesen Kunden zu decken, und dabei der Bank keine Möglichkeit zur Beschaffung von Mitteln (Leverage) gibt. In der Tat werden in Fällen, in denen Initial Margin geclearter Kunden gemäss der CFTC-Regulation oder unter EMIR gehalten wird, ausschliesslich gegenwärtige und potenzielle Gegenparteienrisiken gemindert.

Um diese fundamentale Funktion der Initial Margin zu spiegeln, möchten wir gerne verdeutlicht sehen, dass die Initial Margin von Kunden, welche für geclearte Transaktionen von Kunden hinterlegt wird, den Wiederbeschaffungswert dieser Transaktionen vermindert und, soweit sie den Wiederbeschaffungswert übersteigt, einen negativen Wiederbeschaffungswert schafft, welcher für zukünftige potenzielle Verluste genutzt werden kann. Der BCBS anerkannte dies wie in Fussnote 12 dargelegt in seiner finalen Regulierung durch die Klarstellung, "[fo]r the purposes of paragraphs 27 and 28, 'trade exposures'

*includes initial margin irrespective of whether or not it is posted in a manner that makes it remote from the insolvency of the CCP.*⁴

Abgesehen von der Formel zur Bestimmung des Engagements gegenüber Kunden, möchten wir weiter verdeutlicht sehen, dass die durch den Kunden in Zusammenhang mit zentral geclearten Derivaten in Geld hinterlegte Initial Margin ungeachtet eines möglicherweise anwendbaren Rechnungslegungsstandards nicht in die Leverage Ratio eingeschlossen werden sollte.

Die Leverage Ratio sollte unserer Ansicht nach dahingehend überarbeitet werden, dass sie die Beschränkungen der Bank in der Verwendung der Initial Margin des Kunden im Zusammenhang mit einem zentralen Clearing, besser abbildet. Diese Änderungen böten einen zweifachen Vorteil, indem sie zum einen die Realität der zentral geclearten Futures und OTC-Märkte besser abbildeten und indem sie zum anderen die Kapitalkosten der Banken in Einklang mit dem Ziel des Konsultativtexts, zentrales Clearing im Bereich von standardisierten OTC-Produkten zu fördern, bringen würden. Darüber hinaus ist es unseres Erachtens entscheidend, dass eine Bank nicht für das Halten eines Überschusses an Initial Margin von Kunden, welcher dafür bestimmt ist, die Absicherung des Engagements gegenüber dem Kunden zu erhöhen, bestraft wird.

(II) Doppelzählung zentral geclearter Risikopositionen von Derivaten

Der Konsultativtext sieht vor, dass die Bank ihre Derivate Engagements als Wiederbeschaffungswert für die gegenwärtigen Engagements plus eines Ad-on für potenzielle zukünftige Engagementerhöhungen berechnet. Es scheint so, als würde bei der Berechnung dieser Derivate Engagements bei bilateralen Transaktionen das Derivate Engagement nur einmal angerechnet (sprich nur eine Transaktion), während Engagements für geclearte Transaktionen zweimal gezählt werden könnten, um die vermeintlich zwei Transaktionen abzubilden, eine Transaktion zwischen dem Kunden und der Bank und eine zweite Transaktion zwischen der Bank und der CCP. Dies würde für beide Transaktionen eine Leverage Belastung für Margin und potenzielle zukünftige Engagementerhöhungen bewirken, weil jede Transaktion mit einer anderen Rechtsperson abgeschlossen wird (obwohl im "agency model" der zweite Transaktionsstrang nicht existiert).

CCPs erleichtern Clearing entweder durch die Nutzung des "agency model" oder des "principal model". Im "agency model" garantiert das Clearing-Mitglied im Fall, dass die CCP gegenüber dem Clearing-Mitglied nicht leistet, die finanzielle Performance der CCP gegenüber dem Kunden nicht. Das Clearing-Mitglied ist gegenüber dem Kunden nur zur Leistung verpflichtet, wenn die CCP gegenüber dem Clearing-Mitglied leistet. Deshalb sollte die Leverage-Risikoposition wie im bilateralen Modell nur den einen Transaktionsstrang abbilden, nämlich den Strang vom Kunden zur Bank. Im "principal model" sollte die Leverage-Risikoposition der Bank beide Transaktionsstränge nur dann abbilden, wenn das

⁴ Basel Committee on Banking Supervision: Basel III-Leverage-Ratio-Framework und Offenlegungspflichten; <http://www.bis.org/publ/bcbs270.htm>, Seite 5

Clearing-Mitglied die finanzielle Leistung der CCP gegenüber dem Kunden garantiert und die CCP gegenüber dem Clearing-Mitglied nicht leistet. Unserem Verständnis nach entspricht es jedoch der üblichen Praxis im "principal model", dass die Bank diese finanziellen Leistungen der CCP gegenüber ihren Kunden rechtlich nicht garantiert.

Die BCBS erkannte diese potenzielle Doppelzählung und ergänzte ihre finale Regulierung entsprechend durch die folgende Klarstellung⁵:

27. Treatment of clearing services: where a bank acting as clearing member (CM) offers clearing services to clients, the clearing member's trade exposures to the central counterparty (CCP) that arise when the clearing member is obligated to reimburse the client for any losses suffered due to changes in the value of its transactions in the event that the CCP defaults, must be captured by applying the same treatment that applies to any other type of derivatives transactions. However, if the clearing member, based on the contractual arrangements with the client, is not obligated to reimburse the client for any losses suffered due to changes in the value of its transactions in the event that a QCCP defaults, the clearing member need not recognise the resulting trade exposures to the QCCP in the leverage ratio exposure measure.

Nach dem Verständnis der CME Group wird die FINMA eine ähnlich ausdrückliche Klarstellung wie diese gegenwärtig unter den Randziffern 38 und 39 des Konsultativtexts enthalten ist, in ihrer finalen Regulierung beibehalten.

(III) Zentral geclearte Risikopositionen von Konzerngesellschaften in Derivaten

Wenn in den USA eine Gesellschaft welche zum selben Konzern wie die Bank gehört, welche als direktes Mitglied eines "clearinghouse" einen Derivatekontrakt dieser Gesellschaft clear wird der Derivatekontrakt dieser Konzerngesellschaft im Konto für eigene Transaktionen (house account) der Bank geführt. Dies wird durch die CFTC-Regulierung vorgegeben. In der Europäischen Union sind die Regeln etwas anders ausgestaltet. So können die für Konzerngesellschaften geclearnten Transaktionen in einem Kundenkonto geführt werden. Die CME Group befürchtet, dass die vorgeschlagenen Regeln zu einer Doppelzählung führen, indem die Transaktion der Konzerngesellschaft einmal auf Ebene der Konzerngesellschaft und anschliessend noch einmal auf der Ebene der konsolidierten Bankengruppe berücksichtigt werden könnte. Da die konsolidierte Gruppe in diesem Szenario tatsächlich nur ein Engagement hat, sind wir der Ansicht, dass es von grösster Wichtigkeit ist, dass die FINMA klarstellt, dass Transaktionen von Konzerngesellschaften bei der Berechnung der Leverage Ratio der konsolidierten Gruppe gezählt werden, unabhängig davon ob die Transaktion im Konto für eigene Transaktionen oder im Konto für Kundentransaktionen der Bank als Clearing Member geführt wird. Jedes andere Ergebnis könnte zentrales Clearing für die Banken beschwerlicher machen und einen

⁵ Basel Committee on Banking Supervision: Basel III-Leverage-Ratio-Framework und Offenlegungspflichten; <http://www.bis.org/publ/bcbs270.htm>, Seite 9

Anreiz hin zu ungeclearten Märkten setzen, wodurch die Clearing-Bestrebungen der G-20 unterlaufen würden.

(IV) Derivatives Add-on Amounts or "Potential Future Exposure" (PFE) von Derivate Engagements

Der Konsultativtext sieht vor, dass die "potential future exposure" ("PFE") eines jeden Derivatekontrakt bei welchem eine Bank Gegenpartei ist anhand einer Marktwertmethode bemessen wird, welche unseres Erachtens der "Current Exposure Method" ("CEM") entspricht. Der CEM-Ansatz fusst auf dem ursprünglichen Basel Accord vom Juli 1988⁶. Der Basler Ausschuss anerkennt, dass dieser Ansatz ungeeignet ist, um Derivatetransaktionen zu messen⁷:

"In formulating the SA-CCR, the Basel Committee's main objectives were to devise an approach that is suitable to be applied to a wide variety of derivatives transactions (margined and unmargined, as well as bilateral and cleared); is capable of being implemented simply and easily; addresses known deficiencies of the CEM and the SM; draws on prudential approaches already available in the Basel framework; minimises discretion used by national authorities and banks; and improves the risk sensitivity of the capital framework without creating undue complexity.

The CEM had been criticised for several limitations, in particular that it did not differentiate between margined and unmargined transactions, that the supervisory add-on factor did not sufficiently capture the level of volatilities as observed over recent stress periods, and the recognition of netting benefits was too simplistic and not reflective of economically meaningful relationships between derivatives positions."

Weiter führte der Basler Ausschuss in seinem finalen Leverage-Ratio-Standard⁸ aus, dass er "Alternativen zum CEM in Betracht ziehe" um Engagements in Derivaten unter dem Leverage-Ratio-Standard zu berechnen. Die CME Group ersucht darum, dass die FINMA und der Basler Ausschuss vor der Finalisierung der Leverage-Ratio-Standards zusammenarbeiten, um ein geeigneteres und genaueres PFE-Mass auszuarbeiten.

Fazit

Die CME Group möchte nochmals zum Ausdruck bringen, dass sie die Gelegenheit sehr schätzt, die wertvollen Bemühungen der FINMA, die Bankenindustrie zu stärken und der Öffentlichkeit einen transparenten Vergleich innerhalb der Industrie zu ermöglichen, kommentieren zu dürfen. Während wir die Bemühungen der FINMA unterstützen, hoffen wir, dass unsere in diesem Schreiben geäußerten

⁶ Basel Committee on Banking Supervision: <http://www.bis.org/publ/bcbasc111.htm>

⁷ BCBS 279; Seite 1

⁸ BCBS 270; Seite 3, Fussnote 5



Kommentare dazu beitragen, dass die FINMA Leverage-Ratio-Standards umsetzt, welche die Struktur des zentralen Clearings angemessen abbilden und gleichzeitig einen Anreiz setzen, das zentrale Clearing zu nutzen. Jedes andere Ergebnis würde der G-20-Bestrebung, standardisierte OTC-Produkte zu clearen, zuwiderlaufen und könnte möglicherweise dazu führen, dass Marktteilnehmer das zentrale Clearing vermeiden, indem sie Produkte mit leichten Abweichungen entwickeln, welche der Clearing-Verpflichtung nicht unterstehen.

Die CME dankt der FINMA für die Gelegenheit, sich zum vorliegend besprochenen Entwurf äussern zu können. Gerne diskutieren wir die oben kritisch angesprochenen Punkte mit Ihnen. Sollten Sie Bemerkungen oder Fragen zu unserem Schreiben haben, kontaktieren Sie bitte ohne Weiteres Kim Taylor, President, CME Clearing über (312) 930-3156 und Kim.Taylor@cmegroup.com oder Lee Betsill, CEO, CME Clearing Europe über (44) 203 379 3120 und Lee.Betsill@cmegroup.com.

Mit freundlichen Grüßen

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Kim Taylor".

Kim Taylor
President, CME Clearing
Chicago Mercantile Exchange, Inc.
20 South Wacker Drive
Chicago, IL 60606

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Lee Betsill".

Lee Betsill
CEO, CME Clearing Europe
CME Clearing Europe Limited
One New Change
London EC4M 9AF, United Kingdom

Anhang I - EMIR Regulation (EU) No 648/2012, Art. 39**Artikel 39***Trennung und Übertragbarkeit*

- (1) Eine CCP führt getrennte Aufzeichnungen und Abrechnungskonten, die es ihr ermöglichen, in den bei ihr geführten Konten jederzeit unverzüglich die im Namen eines Clearingmitglieds gehaltenen Vermögenswerte und Positionen von den im Namen eines anderen Clearingmitglieds gehaltenen Vermögenswerten und Positionen sowie von den eigenen Vermögenswerten zu unterscheiden.
- (2) Eine CCP bietet die Möglichkeit, getrennte Aufzeichnungen und Abrechnungskonten zu führen, die es jedem Clearingmitglied ermöglichen, in Konten bei der CCP zwischen seinen eigenen Vermögenswerten und Positionen und den im Namen seiner Kunden gehaltenen zu unterscheiden (im Folgenden „Omnibus-Kunden-Kontentrennung“).
- (3) Eine CCP bietet die Möglichkeit, getrennte Aufzeichnungen und Abrechnungskonten zu führen, die es jedem Clearingmitglied ermöglichen, in Konten bei der CCP die im Namen eines Kunden gehaltenen Vermögenswerte und Positionen von den im Namen anderer Kunden gehaltenen zu unterscheiden (im Folgenden „Einzelkunden-Kontentrennung“). Auf entsprechenden Wunsch räumt die CCP Clearingmitgliedern die Möglichkeit ein, weitere Konten im eigenen Namen oder im Namen ihrer Kunden zu eröffnen.
- (4) Ein Clearingmitglied führt getrennte Aufzeichnungen und Abrechnungskonten, die es ihm ermöglichen, sowohl in den bei der CCP geführten als auch in seinen eigenen Konten zwischen seinen eigenen Vermögenswerten und Positionen und den im Namen seiner Kunden bei der CCP gehaltenen Vermögenswerten und Positionen zu unterscheiden.
- (5) Ein Clearingmitglied räumt seinen Kunden mindestens die Möglichkeit ein, zwischen einer „Omnibus-Kunden-Kontentrennung“ und einer „Einzelkunden-Kontentrennung“ zu wählen, und informiert sie darüber, welche Kosten und welches Schutzniveau nach Absatz 7 mit der jeweiligen Option einhergehen. Der Kunde bestätigt seine Wahl schriftlich.
- (6) Entscheidet sich ein Kunde für die Einzelkunden-Kontentrennung, so muss jeder über die Einschussforderung an den Kunden hinausgehende Überschuss ebenfalls bei der CCP hinterlegt und von den Einschusszahlungen anderer Kunden oder Clearingmitglieder unterschieden werden und darf nicht dafür verwendet werden, Verluste im Zusammenhang mit Positionen eines anderen Abrechnungskontos zu tragen.
- (7) Die CCPs und die Clearingmitglieder veröffentlichen die Schutzniveaus und die Kosten, die mit dem jeweiligen Grad der von ihnen angebotenen Kontentrennung verbunden sind, und bieten diese Dienste zu handelsüblichen Bedingungen an. Die Erläuterungen der einzelnen Stufen der Trennung umfassen eine Beschreibung der wesentlichen rechtlichen Rahmenbedingungen des

- jeweiligen angebotenen Trennungsgrads einschließlich Informationen zum Insolvenzrecht der jeweiligen Rechtsordnung.
- (8) Einer CCP steht ein Verfügungsrecht in Bezug auf die Einschusszahlungen oder Beiträge zu einem Ausfallfonds zu, die als Finanzsicherheiten in Form eines beschränkten dinglichen Rechts im Sinne des Artikels 2 Nummer 1 Buchstabe c der Richtlinie 2002/47/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Juni 2002 über Finanzsicherheiten ⁽¹⁾ eingenommen werden, sofern die Nutzung derartiger Sicherungsvereinbarungen durch ihre Betriebsvorschriften vorgesehen ist. Das Clearingmitglied hat schriftlich zu bestätigen, dass es die Betriebsvorschriften akzeptiert hat. Die CCP gibt öffentlich bekannt, dass sie dieses Verfügungsrecht besitzt, dessen Ausübung sich nach Artikel 47 bestimmt.
- (9) Die Anforderung, dass die bei der CCP gehaltenen Vermögenswerte und Positionen in den Abrechnungskonten zu unterscheiden sind, gilt als erfüllt, wenn
- a) die betreffenden Vermögenswerte und Positionen in getrennten Abrechnungskonten geführt werden,
 - b) die Aufrechnung von Positionen in unterschiedlichen Abrechnungskonten gegeneinander nicht möglich ist,
 - c) die den Positionen eines Abrechnungskontos entsprechenden Vermögenswerte nicht verwendet werden, um Verluste im Zusammenhang mit Positionen eines anderen Abrechnungskontos zu tragen.
- (10) Vermögenswerte bezeichnen Sicherheiten, die zur Deckung von Positionen gehalten werden, und umfassen das Recht auf Übertragung von Vermögenswerten, die der betreffenden Sicherheit gleichwertig sind, oder den Gewinn aus der Veräußerung einer Sicherheit, nicht jedoch Beiträge zu einem Ausfallfonds.



Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA
Barbara Graf
Laupenstrasse 27
CH-3003 Bern
Switzerland

Zurich, 29 August 2014

Credit Suisse response to the consultation on the FINMA circular 2015/xx "Leverage ratio – banks"

Dear Ms. Graf,

Credit Suisse AG (CS) appreciates the opportunity to comment on the new FINMA circular "Leverage ratio – banks" published in June 2014. CS agrees with the overall objective of imposing a non risk-based leverage ratio as a supplementary backstop to the risk-based measure in order to avoid excessive indebtedness in the Swiss banking sector. Whilst we support the overall goal of the leverage ratio, it is CS's view that the leverage ratio circular can be improved in certain areas. We refer you to the Swiss Bankers Association (SBA) comment letter, of which CS is a member, and affirm that we are in agreement with the points raised in that letter with regard to both the leverage ratio and disclosure circulars. However, we would like to take this opportunity to provide our own comments on the following areas where we believe the leverage ratio circular as proposed should be changed:

- *Calculation of the exposure measure:* The exposure measure for the leverage ratio will be unreasonably overstated from the inclusion of any consolidated assets of special purpose entities (SPEs) and the calculation of counterparty credit risk for certain SFTs.
- *Treatment of collateral:* We ask FINMA to ensure that the Swiss leverage ratio framework is in line with guidance from other main regulators in the EU and the US, for example with respect to the recognition of variation margin.
- *Adoption of SA-CCR with recognition of initial margin:* The BCBS has recently issued the Standardized Approach for Counterparty Credit Risk (SA-CCR) which will replace the Basel II Standardized Approach and the Current Exposure Method (CEM) for calculating exposures on derivative contracts. The SA-CCR was developed as an improvement to CEM and will result in a more precise calculation of derivatives exposures, thus should be adopted by FINMA for the purpose of the leverage ratio framework.
- *Provisions for systemically important banks:* The circular should include the requirements for calculation and reporting of the leverage ratio for systemically relevant banks in Switzerland. Alternatively, the Capital Adequacy Ordinance (CAO) could be updated accordingly.

In the following sections we offer our detailed comments and recommendations in response to the draft circular. We would be happy to discuss these in more detail with you, and hope our feedback is helpful.

Yours sincerely,

Charlotte Jones
Managing Director
Head of Group Finance

Christine Gatti
Managing Director
Head of Group Financial Accounting

Detailed CS comments

Rz 6 – Scope of Consolidation

Under the proposal, all SPEs consolidated for accounting purposes have to be consolidated also for the purpose of the leverage ratio. Under current international accounting standards, consolidation of SPEs is determined based on a banking organization meeting certain control criteria and some level of economic involvement, however minimal this may be. For example, CS would consolidate under US GAAP an SPE for which it is the manager and owns a de minimis economic interest. As such, consolidation of SPE assets under the accounting standards does not always inherently create leverage for a banking organization.

We ask FINMA to define the expanded scope of consolidation as being applicable only to SPEs into which CS has transferred assets and which still have to be consolidated for accounting purposes. In such cases, CS may achieve non-consolidation for CAD purposes as a result of demonstrating significant risk transfer in accordance with the securitization framework detailed in Part II - Section IV of the Basel rules. Such SPEs may therefore provide leverage for the bank. This is consistent with guidance provided in section 5.1 of the "Explanatory Report" that accompanies the draft leverage ratio circular.

While we agree with the conceptual argument that the consolidated assets of SPEs for inclusion are those where CS is the transferor and which have to be consolidated for accounting purposes, we believe this requirement will introduce significant operational burden. It would require CS to create and administer a new, parallel level of consolidation for regulatory reporting purposes. CS already maintains two levels of consolidation for US GAAP reporting, and for regulatory capital reporting. The requirement to create a third level of consolidation and associated reporting would require reengineering CS's reporting systems and processes in order to accommodate such a change. This is in addition to the numerous other changes to regulatory reporting systems and processes required to accommodate Basel III capital adequacy reporting and the new liquidity reporting requirements (LCR and NSFR). We do not expect a materially different result from the consolidation of SPEs where CS is the transferor and therefore ask FINMA to allow banks to apply the CAD scope of consolidation.

Rz 31 – Treatment of Collateral on Derivatives

CS asks FINMA to re-consider its proposal, as explained in section 5.4 of the Explanatory Report to the consultation, that matching currencies would be a condition for cash variation margin to be treated as an early settlement of derivatives transactions. CS supports the banking industry position as explained in the FAQ to the Basel Committee (refer to Appendix 1) that an offset to the derivative exposure should be allowed for any eligible currency named in the Master Netting Agreement (MNA), CSA or governing agreements or law.

In addition, the U.S. Federal Reserve has included the same definition in its "Enhanced Supplementary Leverage Ratio" proposal, which reads as follows: "*currency of settlement means any currency for settlement specified in the qualifying master netting agreement, the credit support annex to the qualifying master netting agreement, or in the governing rules for a cleared transaction*". FINMA's proposal to require matching currencies in order to apply any offset would have the effect of severely limiting the Swiss banks in recognizing the exposure reducing effects of cash variation margin on derivative transactions, thereby creating a material disadvantage for large Swiss banks relative to their global banking peers. Furthermore, this would not incentivize Swiss banks to obtain non-matching currency collateral regardless of quality.

Rz 63 to 68 – Calculation of counterparty credit risk for SFTs

The calculation of counterparty credit risk for SFTs in accordance with Rz 63 thru 68 of the circular (§33(ii) of Basel rule) has the effect of overstating the exposure measure for certain SFTs. This stems from the fact that the formula contained in the rule does not recognize that the SFT asset is already recorded on the balance sheet and included in the exposure measure and therefore CS cannot have an exposure in excess of the asset value. The following examples illustrate the overstatement of the leverage ratio SFT exposure measure in excess of the maximum economic exposure:

Example	Maximum Possible Exposure to Counterparty	Leverage Ratio Exposure Calculation	Overstatement of Exposure
CS lends CHF 500 via reverse repo and receives CHF 450 in assets	CHF 500	CHF 550	+ CHF 50
CS purchases an asset worth CHF 400 and then borrows CHF 380 to partially finance it via repo	CHF 400	CHF 420	+ CHF 20
Bank shorts a security worth CHF 500 and covers the short via reverse repo or SLB borrowing in CHF 500 vs. CHF 510 in cash	CHF 510	CHF 520	+ CHF 10

We recommend that FINMA install a cap in the current formula in the circular to eliminate the possibility of overstating the exposure measure as described above. In addition, we request that the requirement does not apply to situations where no counterparty credit risk exists, e.g. in the case of tri-party arrangements.

Alternatively, FINMA could raise this issue with the BCBS in order that they can make amendments to the calculation in the forthcoming leverage ratio FAQ document. Please refer to Appendix 2 for more detailed examples illustrating the overstatement and the effect of tri-party arrangements.

Use of SA-CCR as a replacement for CEM

The BCBS has recently issued the Standardized Approach for Counterparty Credit Risk (SA-CCR) which will replace both current non-internal model approaches, the Basel II standardized approach and the Current Exposure Method (CEM) for calculating exposures on derivative contracts. The BCBS developed the SA-CCR to address criticism that CEM did not differentiate between margined and unmargined transactions, that supervisory add-on factor did not sufficiently capture volatilities, and that it does not adequately recognize the netting benefits between derivative positions. In *BCBS279*, the committee writes:

"In formulating the SA-CCR, the Basel Committee's main objectives were to devise an approach that is suitable to be applied to a wide variety of derivatives transactions (margined and unmargined, as well as bilateral and cleared); is capable of being implemented simply and easily; addresses known deficiencies of the CEM and the SM; draws on prudential approaches already available in the Basel framework; minimises discretion used by national authorities and banks; and improves the risk sensitivity of the capital framework without creating undue complexity."

For the above reasons stated by the BCBS itself, CS respectfully asks FINMA to lobby the BCBS to adopt the SA-CCR to calculate derivatives exposure for the leverage ratio. In particular, we ask that regulators allow the recognition of initial margin under the SA-CCR also for the purpose of the calculation of the leverage ratio.

Provisions for Systemically Important Banks

The leverage ratio framework covered in both the CAO and the draft circular does not include specific enough requirements for calculating and reporting the Swiss SiFi leverage ratio. Both Credit Suisse Group AG and Credit Suisse AG are considered SiFi banks under Swiss regulations and are therefore subject to different requirements compared to the non-SiFi banks (e.g. minimum leverage requirement calculated based on minimum CET1, buffer and progressive component).

The Swiss SiFi leverage ratio requirements are currently covered in several rule texts, including: the CAO, the December 20, 2013 FINMA decree, the December 2012 letter ruling, and various reporting templates. Detailed Swiss SiFi requirements should be included in the circular (or alternatively directly in the CAO) in order to avoid inconsistencies in the calculation of the leverage exposure measure and the ratios that will be reported.

As an example, Rz 16 of the circular allows banks to reduce the exposure measure for assets that are deducted from Tier 1 capital to ensure consistency in the numerator and denominator of the leverage ratio. This however only covers non-SiFi banks. A calculation based on assets that are deducted from Tier 1 capital would result in inconsistencies with the definition of the Swiss SiFi capital measures. In order to ensure that the capital and exposure measure are consistently measured for SiFi banks, Rz 16 should state that assets that are deducted from the Swiss SiFi capital measures as defined in Art. 128 – 130 of the CAO should accordingly be deducted from the leverage exposure measure. If FINMA's objective is to clarify Article 135 of the CAO, as stated in Rz 1, then the Swiss SiFi requirements should be covered in the leverage ratio circular. Alternatively, as mentioned above, such language could be added directly to the CAO. This will ensure that the leverage ratio requirements are covered comprehensively and result in a consistent calculation methodology and reporting to FINMA.

Appendix 1

There are three distinct concepts that FINMA should distinguish between when implementing these rules:

First, a banking organization may execute numerous derivatives with a counterparty, all of which are governed by the same MNA. In some cases, these derivatives may provide for different currencies of settlement of contractual payments. The purpose of an MNA is to provide for a single netting structure to cover all of these positions with cash flows in different currencies. The net amount, determined utilizing a spot FX conversion and expressed in a single currency, forms the basis for variation margin calls as well as the net settlement upon a termination of the MNA. A banking organization may be required under an MNA to make a single margin payment on a daily basis with respect to the net variation margin amount owed for all of the positions covered by the MNA, after completion of the netting process described above. This single net margin payment will be made in the currency or currencies identified in the CSA (or relevant collateral agreement) to the MNA. CS believes that the reference in the BCBS leverage ratio framework to "currency of settlement" logically applies at this step, so that, as described above, any variation margin payments received by the banking organization should only be recognized as exposure-reducing when the payments are made in the currency or currencies identified in the CSA to the MNA.

Second, there is the currency (or currencies) in which the cash flows of individual derivative transactions naturally occur, which may be different from both the close-out currency of the MNA and the CSA currency(ies). By way of illustration, consider a banking organization that has 100 derivatives positions with a counterparty, all of which are governed by the same MNA. The 100 derivatives positions include contracts with cash flows in four major currencies (e.g., USD, EUR, JPY and GBP). On a daily basis, the banking organization determines the mark-to-market position of each of the 100 derivatives positions and determines a net amount owed to (or by) the bank as variation margin. The CSA between the parties identifies the currencies for payment of variation margin (e.g., USD or EUR). In this case, any variation margin payments received by the bank in USD or EUR will reduce the exposure of the bank, even though some of the underlying positions have cash flows in other currencies (e.g., JPY and GBP). As the example illustrates, if the same-currency criterion is applied on a narrow basis, inconsistencies would arise in the net exposure / net replacement cost (RC) calculation. Variation margin payments that would be recognized as an offset to the derivative exposure under relevant accounting and regulatory regimes would not reduce a banking organization's leverage exposure and would be inconsistent with market practices.

Finally, this would incentivize banks to bilaterally exchange variation margin in different currencies, to fulfill the currency matching criteria in a narrow interpretation. A bilateral exchange of variation margin in different currencies will, however, significantly increase the cross-currency settlement risk resulting from timing differences between the posting and the receipt of cash variation margin. Currently the market practice is to make a single net cash variation margin payment in an agreed transport currency. Incentivizing banks to make individual variation margin currency payments at potentially different times introduces significant intraday settlement risk if its counterparty defaults between cash-flows.

Appendix 2

It is CS's view that the measure of counterparty credit risk (CCR) for SFTs included in Rz 63 thru 68 of the circular (§33(ii) of Basel rule) has the effect of overstating the exposure measure for certain SFTs. The simplest and most poignant example to illustrate this point is that of a reverse repo transaction. Using a simple example in isolation of other factors (discussed below), assume that CS enters into a reverse repo and receives assets of CHF 450 in exchange for cash provided of CHF 500. The balance sheet entry for this is:

Dr. Reverse repo asset	500	
Cr. Cash		500

Applying the formula in the leverage ratio rule would result in CHF 50 of CCR exposure and CHF 550 of total leveraged exposure, as follows:

$$E^* = \max \{0, [(E) - (C)]\}$$

$$E^* = 500 - 450$$

$$E^* = 50$$

$$\text{Lev Exp} = 500 + 50 = 550$$

This overstates CS's exposure by the CHF 50 of CCR since CS has already recorded an asset of CHF 500, which is the maximum that the firm can lose in the extreme scenario where the counterparty defaults and the collateral value falls to zero. Said differently, CS has lent cash of CHF 500 that it would not recover.

The issues with the CCR calculation are further complicated when the business elements are considered. CS as a firm enters into repo and reverse repo transactions for the following reasons:

1. To finance the firm's long security inventory positions;
2. To cover the short securities positions; and
3. Meeting client demand for financing via "matched-book transactions".

Under the majority of these scenarios, the CCR calculation overstates the firm's exposure and risk to counterparties. This will be demonstrated in the following examples of the transaction flows reflected for each of the three types of transactions described above:

1. Firm Finance of long inventory positions

CS purchases an asset worth CHF 500. The balance sheet entry for this is:

Dr Asset	500	
Cr Cash		500

However, to fund the purchase of this asset, CS enters into a repo at a 10% haircut, thereby receiving CHF 450 of cash and financing the remainder through unsecured debt. The balance sheet entries are:

Dr Cash	450	
Cr Repo liability		450
Dr Cash	50	
Cr Unsecured liability		50

The result of this entry is that the entire CHF 500 of asset is on the balance sheet and correctly reflects the exposure measure that should be included in the leverage ratio calculation.

In this scenario, the CCR calculation would also look at the repo transaction in isolation and show CCR exposure of CHF 50 (CHF 500 of security – CHF 450 cash). The result is that the leverage ratio shows total exposure of CHF 550 while there is never exposure in excess of CHF 500. This approach overstates the firm's exposure measure for the repo by CHF 50.

2. Short Covering with SLB

CS sells an asset short in the market worth CHF 500. The balance sheet entry for this is:

Dr Cash	500	
Cr Trading liability		500

This short position/trading liability is covered via SLB where cash out > securities in. Cash out is CHF 510, securities in is CHF 500. The balance sheet entry for this is:

Dr SLB Asset	510	
Cr Cash		510

CS Treasury funds the additional CHF 10 with unsecured debt. The balance sheet entry for this transaction is:

Dr Cash	10	
Cr Unsecured liability		10

As a result of these transactions CS has recorded CHF 510 of assets (the SLB loan) on the balance sheet, which is the maximum amount the firm can lose in the extreme scenario where the counterparty defaults and the security value falls to zero.

In this scenario, the CCR calculation would look at the SLB transaction in isolation and show an exposure of CHF 10 (510 of cash - 500 securities) in addition to the CHF 510. The result is that the leverage ratio shows total exposure of CHF 520 while there is never exposure in excess of CHF 510. This approach overstates the firm's exposure measure for the SLB by CHF 10.

3. Matched book Reverse Repo and Repo

CS enters into a reverse repo with securities worth CHF 500 versus CHF 450 of cash. The balance sheet entry for this is:

Dr Reverse repo	450	
Cr Cash		450

This results in excess collateral amount of CHF 50 (450 - 500).

CS then executes a repo for the CHF 500 of securities to fund the above trade. Assume for simplicity it's the same haircut on both sides. The balance sheet entry is:

Dr Cash	450	
Cr Repo liability		450

The repo transaction creates an exposure of CHF 50 (500 - 450). However, this does not take into consideration that the trades are done under a tri-party arrangement (see below) to mitigate counterparty credit risk – a key feature of the repo market in the US.

Under a tri-party arrangement, a third party bank (e.g. JP Morgan Chase) is designated as the administration agent for the transactions and holds the securities collateral in a segregated account as custodian. The securities held by the tri-party agent cannot be rehypothecated and are protected from the insolvency of the repo counterparty and the custodian.

The CCR calculation detailed in Rz 63 thru 68 (§33(ii) of Basel rules) states it is intended to capture counterparty credit risk. Under a tri-party repo/reverse repo transaction, CS does not have counterparty credit risk since the assets are in the custody of the tri-party agent. This is the intent behind the creation of these arrangements. On this basis, transactions executed under a tri-party agreement should be excluded from the CCR calculation since they do not result in counterparty credit risk.



Atlanta Calgary Chicago Houston London New York Singapore

August 29, 2014

Barbara Graf
Swiss Financial Market Supervisory Authority (FINMA)
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern
Switzerland

FINMA		
OBJ	17. SEP. 2014	SB
B4		GES
Bearbeitung:		FL4

OK

Re: **Response to FINMA circular 2015/xx "Leverage ratio – banks"**

Dear Ms. Graf:

The IntercontinentalExchange, Inc. ("ICE") appreciates this opportunity to comment on FINMA circular 2015 ("Consultation"). ICE operates five central counterparties ("CCPs"): ICE Clear U.S., a Derivatives Clearing Organization ("DCO") under the Commodity Exchange Act ("Act"), located in New York and serving the markets of ICE Futures U.S.; ICE Clear Europe, a Recognized Clearing House ("RCH") located in London that serves ICE Futures Europe, ICE's OTC energy markets and also operates as ICE's European CDS clearinghouse; ICE Clear Canada, a recognized clearing house located in Winnipeg, Manitoba that serves the markets of ICE Futures Canada; The Clearing Corporation, a U.S.-based DCO; and ICE Clear Credit, a registered Clearing Agency under the Exchange Act and a U.S.-based DCO. ICE is known for its ability to introduce clearing into previously uncleared markets such as credit default swaps. Given this experience and as an operator of CCPs globally, ICE wishes to comment on possible effects of the capital requirements on cleared derivatives as proposed in the Consultation.

Executive Summary:

- The Consultation imposes leverage capital charges on client cleared derivatives transactions in similar method to how it places capital charges on bilateral transactions.
- The impact of the leverage charges on CCP clearing members is significant enough to discourage client clearing, in opposition to global financial reform efforts and the G20 commitments.
- The Consultation should exclude client cleared derivatives from leveraged capital charges.



Background

In 2009, in response to a global financial crisis, the G20 nations met in Pittsburgh to agree on reforming the global financial markets. This agreement led to major financial reforms in the G20 nations. Central to the financial reform efforts was the encouragement of centralized clearing of OTC derivatives markets.¹ Centralized clearing is of utmost importance to the proper functioning of the financial system. ICE believes that increased transparency, risk management and capital sufficiency, coupled with legal and regulatory certainty, are central to reform and to restoring confidence to these vital markets. The objective of our comment is whether Consultation encourages centralized clearing and thus, the goals of the G20.

Consultation's Treatment of Cleared Derivatives Transactions Will Serve as a Disincentive to CCP Clearing

The treatment of derivatives in the Consultation is intended to address (1) the exposure arising from the underlying of the contract, (2) the counterparty credit risk exposure and (3) collateral re-hypothecation and re-use by applying the current exposure method ("CEM") to measure derivative exposures. Through the CEM, the Consultation imposes leverage capital charges on client cleared derivatives transactions in way that will does not accurately describe CCP clearing exposure.²

In general, client clearing by banks (or other intermediaries) is done on an agency basis. The initial margin posted by a clearing client to the CCP is segregated³, usually by regulation. Pursuant to the Consultation, regulatory segregation is not taken into account in the calculation of the potential future exposure of the clearing broker. Therefore, initial margin is treated like collateral held by a bank and at its disposal, which does not happen, as a bank can not leverage this collateral. Thus, the Consultation does not account that CCP client clearing *reduces exposure* through initial and variation margining. Because the CEM fails to recognize the exposure reducing effects of clearing, a client cleared transaction is treated like a bilateral transaction. As the centralized clearing of derivatives is a central G20 financial reform goal, the Consultation's application of CEM to client cleared derivatives is clearly in opposition to global financial reform efforts.

¹ "All Standardized OTC derivatives contracts should be traded on exchanges or electronic trading platforms, where appropriate, and cleared through central counterparties..." Leader's communiqué, Pittsburgh G20 summit (September 25, 2009).

² For the purposes of this letter, a client cleared derivative transaction is a transaction cleared at CCP by its clearing members on an agency basis.

³ See, e.g., Section 4d of the Commodity Exchange Act (7 USC § 6d) describing the US segregation regime for swaps and futures. See, also Article 39(2) and 39(3) of European Markets Infrastructure Regulation (EMIR) for a description of Europe's approach to segregation.



Recommendation

ICE strongly advises that any final version of the Consultation not apply the CEM to client cleared derivatives given that the proposed leverage capital charges penalize centralized clearing. In the alternative, ICE suggests that the Committee use a methodology that recognizes netting, initial margin and variation margin as exposure reducing. In that vein, the new standardized approach (SA-CCR) could be an appropriate method to calculate exposure.

Conclusion

The Consultation imposes leverage capital charges on client cleared derivatives transactions that will likely discourage client clearing. In order to uphold the G20 commitments to central clearing of derivatives, the Committee should exclude client cleared derivatives from any leverage capital charges or adopt alternative exposure calculations. If you have any questions or comments or require further information regarding this comment, please do not hesitate to contact the undersigned at trabue.bland@theice.com.

Yours truly,

A handwritten signature in cursive script that reads "Trabue Bland".

R. Trabue Bland
IntercontinentalExchange, Inc.

Julius Bär

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA

Barbara Graf
Laupenstrasse 27
3003 Bern

Zürich, 28. August 2014

Anhörung zum neuen Rundschreiben „Leverage Ratio“

Sehr geehrte Frau Graf

Wir beziehen uns auf die am 17. Juni 2014 eröffnete Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zum Rundschreiben „Leverage Ratio“, in welchem in Anlehnung an den internationalen Bankenstandard Basel III die Vorgaben zur Berechnung einer für die Banken verbindlichen ungewichteten Eigenmittelquote neu geregelt werden sollen. Für die Möglichkeit zur Stellungnahme bedanken wir uns.

Gemäss Medienmitteilung der FINMA soll die Vorgabe einer nicht risikobasierten Leverage Ratio eine übermässige Verschuldung des Bankensektors vermeiden. Die Gefahr einer übermässigen Verschuldung kann sich nach unserem Verständnis aus einer übertriebenen Ausleihungs- und Anlagetätigkeit ergeben, die durch Mittelaufnahmen auf dem Kapitalmarkt finanziert wird.

Die Verschuldung einer Schweizerischen Vermögensverwaltungsbank (VVB) wird durch eine andere Dynamik bestimmt. Sie wird im Wesentlichen durch die Veränderung der Bestände an Privatkundengeldern beeinflusst. Erhöhen sich zum Beispiel die Anlagerisiken an den Finanzmärkten, investiert der Kunde tendenziell weniger in Wertpapiere und hält daher entsprechend höhere Depositeneinlagen. Die VVB legt die zusätzlich verfügbaren Mittel sicher an oder hält sie als Sichtgelder bei der Schweizerischen Nationalbank. Die Anlagen der VVB erfolgen hauptsächlich in qualitativ hochwertige, liquide Aktiven.

Eine zu starke Begrenzung des Bilanzwachstums durch eine hohe erforderliche Leverage Ratio würde die oben erwähnte für eine VVB in Krisenzeiten typische Funktion der vermehrten Entgegennahme von Privatkundengeldern und deren vorsichtige Anlage gefährden. Die VVB wäre

Julius Bär Gruppe AG

Bahnhofstrasse 36, Postfach, 8010 Zürich, Schweiz
T +41 (0) 58 888 1111, F +41 (0) 58 888 5517
www.juliusbaer.com

Julius Bär

bei einer zu hohen Ansetzung der Leverage Ratio allenfalls gezwungen, den Kunden Limiten bezüglich der maximalen Höhe ihrer Depositengelder zu setzen. Gerade in Krisenzeiten würde das zu einer zusätzlichen Verunsicherung führen.

Wir schlagen daher vor, dass bei der Berechnung der Leverage Ratio die flüssigen Mittel (gemäss FINMA-RS 15/1, Anhang 2, Pos. 1.1) im Total des Gesamtengagements nicht berücksichtigt werden. In Krisenzeiten wird insbesondere ein höherer Bestand an Girogeldern bei der Schweizerischen Nationalbank gehalten, da der tendenziell hohe Zufluss an Kundengeldern nur beschränkt in sichere Anlagen investiert werden kann.

Die Möglichkeit des Haltens hoher Bestände an flüssigen Mitteln, ohne Einschränkung seitens der Leverage Ratio, hat eine positive Auswirkung auf die Liquidity Coverage Ratio, da ein hoher Anteil dieser Anlagen als qualitativ hochwertige, liquide Aktiven angerechnet werden kann. Für die Nichtberücksichtigung der flüssigen Mittel bei der Berechnung des Gesamtengagements sprechen auch die Vorgaben der Eigenmittelregelung, wonach sie nicht mit Eigenmitteln unterlegt werden müssen.

Gemäss Medienmitteilung ist für die Einführung der Leverage Ratio eine längere Beobachtungsperiode von 2015 bis 2017 geplant. Während dieser Periode werden vom Basler Ausschuss derzeit noch offene Fragen zum Gesamtengagement geklärt und die erforderliche Höhe der ab 2018 geltenden Leverage Ratio festgesetzt. Die sich daraus ergebenden regulatorischen Anpassungen in der Schweiz sollten unseres Erachtens zwingend die regulatorischen Entwicklungen im Ausland berücksichtigen. Es erscheint uns wichtig, dass die schweizerischen Vorschriften nicht restriktiver sind als die Regulierungen in den anderen Ländern. Damit wird sichergestellt, dass die Schweizer Banken mit gleich langen Spiessen im internationalen Geschäft gegenüber den ausländischen Konkurrenzinstituten operieren können.

Wir bedanken uns für eine wohlwollende Beurteilung unserer Eingabe.

Freundliche Grüsse
Julius Bär Gruppe AG



Andreas Polke
Head Controlling & Accounting



Bernhard Hodler
Group Chief Risk Officer

Barbara Graf
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern
Email: barbara.graf@finma.ch

29 August 2014

Re: Draft circular 2015/xx "Leverage ratio"

This paper provides the response of the LCH.Clearnet Group¹ ("LCH.Clearnet") to the draft circular 2015/xx "Leverage ratio" issued by FINMA in June 2014.

LCH.Clearnet is the world's leading clearing house group, serving major international exchanges and platforms, as well as a range of OTC markets. It clears a broad range of asset classes including: equity securities, exchange traded derivatives, commodities, energy, freight, interest rate swaps, credit default swaps, FX derivatives and bonds and repos and works closely with market participants and exchanges to identify and develop clearing services for new asset classes. LCH.Clearnet Group Ltd is majority owned by the London Stock Exchange Group² ("LSEG"), a diversified international exchange group that sits at the heart of the world's financial community.

LCH.Clearnet welcomes the opportunity to respond to this consultation. Our response focuses on the impact of the proposal on transactions that are cleared on a CCP.

Section B.c - treatment of clearing services

In light of the G20 commitment leading to an increased level of central clearing in the OTC derivatives markets, it is important from a risk management perspective that clearing brokers acting on behalf of clients are subject to robust capital requirements; however we firmly believe that prudential regulation should not deter clearing brokers from offering their services to clients. To this end, it is vital that the exposures taken on by clearing brokers acting for clients are accounted for appropriately, for example in terms of the regulatory capital that clearing brokers must hold. Imposing capital requirements which overstate the

¹ LCH.Clearnet Group Limited consists of three operating entities: LCH.Clearnet Limited, the UK entity, LCH.Clearnet SA, the Continental European entity, and LCH.Clearnet LLC, the US entity. Link to Legal and Regulatory Structure of the Group: <http://www.lchclearnet.com/about-us/corporate-governance/legal-and-regulatory-structure.asp>.

² LSEG is headquartered in London, UK, with significant operations in Europe, North America and Asia. Link to Company overview: <http://www.londonstockexchange.com/about-the-exchange/company-overview/company-overview.htm>.



exposures will cause clearing brokers to charge clients unnecessarily or even to withdraw their provision of services entirely, thereby creating bottlenecks for clients mandated to clear.

With this in mind, we highlight two areas in which we believe the proposed circular could build on the Basel III leverage ratio framework³ issued by the Basel Committee in January 2014 to further preserve the incentives for members to offer client clearing services.

First, we encourage FINMA to enable a clearing broker to use, at the earliest possible date, the SA-CCR method⁴ (the standardised approach developed for measuring counterparty credit risk exposures and used for the purpose of capitalisation of bank's exposure to CCPs, in place of the Current Exposure Method (CEM)), to calculate the *add-on* in the *exposure measure* of the leverage ratio. In developing the SA-CCR, BCBS have acknowledged its superior characteristics, relative to the CEM, in quantifying the real exposure associated with a portfolio of OTC derivatives trades, and to limit the application of the SA-CCR to the calculation of the bank's exposure to a CCP is an unnecessary restriction on its application.

Second, we encourage FINMA to allow *initial margin received* by a clearing broker from a client in connection with derivative contracts cleared on behalf of that client to be netted against derivative exposure when calculating the *exposure measure* in cases where: (i) the initial margin has been posted on to the CCP; and (ii) the clearing broker will have access to the initial margin in question when required to perform under its guarantee of the client's performance to the CCP. In these circumstances, the clearing broker is not in a position to leverage itself with the collateral received. Therefore, it should be considered as a direct mitigant of the risk under the guarantee which gives rise to the capital requirement.

We hope that FINMA will find the above comments useful and take them into consideration. If you have any questions on this response please do not hesitate to contact me at Philip.Whitehurst@lchclearnet.com.

Yours sincerely,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "PH Whitehurst".

Philip Whitehurst
Director, SwapClear Product Management, LCH.Clearnet Ltd

³ BCBS270 <http://www.bis.org/publ/bcbs270.pdf>

⁴ BCBS 279 <http://www.bis.org/publ/bcbs279.pdf>

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Barbara Graf
Laupenstrasse 27
3003 Bern
Barbara.graf@finma.ch

Basel, 27. August 2014
J.4.6 MST/LHE

**Anhörung FINMA-Rundschreiben 2015/XX – „Leverage Ratio“ und
FINMA-Rundschreiben 2008/22 – „Offenlegung Banken“**

Sehr geehrte Frau Graf
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 17. Juni 2014 eröffnete Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend das neue FINMA-Rundschreiben 2015/XX – „Leverage Ratio“ und die Revision des FINMA-Rundschreibens 2008/22 – „Offenlegung Banken“ und bedanken uns für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darzulegen.

Bekanntlich waren Vertreter aller Bankengruppen wie auch unsere Geschäftsstelle in der Nationalen Arbeitsgruppe zur schweizerischen Umsetzung der Leverage Ratio (NAG LR) unter der Leitung der FINMA vertreten und haben an der Ausarbeitung der vorliegenden Entwürfe der beiden FINMA-Rundschreiben mitgewirkt. Wir möchten Ihnen an dieser Stelle nochmals ausdrücklich für den frühzeitigen Einbezug unserer Vereinigung in die Vorbereitungsarbeiten und den konstruktiven Dialog danken.

Grundsätzlich stehen wir dem Konzept einer nicht risikogewichteten Eigenmittelquote (Leverage Ratio) als „Sicherheitsnetz“ positiv gegenüber.

Bei der schweizerischen Umsetzung einer Leverage Ratio ist in der Folge auf eine wettbewerbspolitisch verträgliche Ausgestaltung und Kalibrierung zu achten. Das bedeutet einerseits, dass schweizerischen Instituten im internationalen Vergleich keine Wettbewerbsnachteile entstehen dürfen. Andererseits geht es darum, Wettbewerbsverzerrungen zwischen verschiedenen schweizerischen Instituten zu verhindern. Die Umsetzung der Leverage Ratio muss sich sodann auch an der internationalen Entwicklung orientieren, welche auf den Rahmenvereinbarungen von Basel III basiert.

In diesem Zusammenhang sollten unseres Erachtens mehrere Aspekte in den Entwürfen der Rundschreiben verbessert werden.

So erachten wir es im Rahmen der Umsetzung der Leverage Ratio auf nationaler

Ebene für notwendig und zielführend – anstelle des Kernkapitals – das regulatorische Eigenkapital als Kapitalmessgrösse (Zähler) zu definieren.

Weiter beurteilen wir das Erfordernis, Zweckgesellschaften in den Konsolidierungskreis der Leverage Ratio mit einzubeziehen, als wenig zweckdienlich und hinsichtlich der zusätzlichen operativen Anforderungen als zu aufwendig.

Darüber hinaus schlagen wir vor, die „Flüssigen Mittel“ gemäss Liquiditätsvorschriften aus der Berechnung des Gesamtengagements auszuklammern, insbesondere da die Leverage Ratio anderenfalls volatil wird und mit dem Zinsniveau korreliert.

Die Anforderung, dass Währungskongruenz als Bedingung für eine vorgezogene Abwicklung beachtet werden muss, erscheint uns nicht nachvollziehbar. Unseres Erachtens ist diese Anforderung ersatzlos zu streichen.

Ferner empfinden wir den in Randziffer 77 vorgegebenen Faktor 2 für Banken, die von den Übergangsbestimmungen des Schweizer Standardansatzes (SA-CH) Gebrauch machen und folglich für die Berechnung der Kreditäquivalente die Marktwertmethode nach dem SA-CH verwenden, als deutlich zu hoch.

Grundsätzlich unterstützen wir die Einführung der Leverage Ratio als nicht risikobasiertes zusätzliches Mass zu den risikogewichteten Eigenmittelquoten und plädieren für eine wettbewerbsspolitisch verträgliche Ausgestaltung und Kalibrierung im Sinne von Wettbewerbsneutralität.

Allerdings erlauben wir uns, in den aktuellen Entwürfen der Rundschreiben einige Punkte anzuführen, die unserer Ansicht nach nochmals überdacht und verbessert werden sollten. Die meisten dieser Anliegen wurden im Rahmen der Projektarbeiten mit der FINMA bereits ausführlich diskutiert. Da uns diese Punkte jedoch sehr wichtig erscheinen, gestatten wir uns, sie in dieser Stellungnahme nochmals aufzubringen und näher zu erläutern.

Unsere Kommentare und Anliegen sind im Folgenden nach der jeweiligen rechtlichen Grundlage und in chronologischer Abfolge gegliedert.

Rz 3 bis 5: Definition der Leverage Ratio

Dem Basler Regelwerk kann betreffend die Leverage Ratio entnommen werden, dass der Basler Ausschuss für Bankenaufsicht weiterhin – im Rahmen der Übergangsphase – Daten sammeln wird. Diese Daten sollen einen Überblick über die Auswirkungen auf die Leverage Ratio verschaffen, wenn entweder das Kernkapital oder das gesamte regulatorische Eigenkapital als Kapitalmessgrösse (Zähler) herangezogen wird. Aufgrund der Tatsache, dass viele Institute über teilweise namhafte stille Reserven und auch andere substanzielle Elemente des Ergänzungskapitals verfügen, beantragen wir, auch national zu prüfen, anstelle des Kernkapitals das regulatorische Eigenkapital als Zähler zu definieren.

Ein solcher Wechsel der Kapitalmessgrösse auf das regulatorische Eigenkapital sollte jedoch nicht dazu führen, dass die Leverage Ratio dadurch auf einem höheren Niveau festgelegt wird. Falls dennoch am Kernkapital als Zähler festgehalten wird, geben wir – wie bereits im Rahmen der NAG LR erwähnt – zu bedenken, dass die vorgenannten Banken klar benachteiligt werden. Gerade stille Reserven bilden leicht verwertbares Haftungssubstrat, können aber erfahrungsgemäss nicht ohne Weiteres in das Kernkapital eingebucht werden, da dies allenfalls steuerliche Folgen haben könnte.

Rz 6: Konsolidierung

Hinsichtlich der Anforderung in Randziffer 6, Zweckgesellschaften – die unter dem Rechnungslegungsstandard einer Bank konsolidiert werden – ergänzend in die Berechnung des Gesamtengagements der Leverage Ratio miteinzubeziehen, muss berücksichtigt werden, dass es nach wie vor Unterschiede zwischen verschiedenen Rechnungslegungsstandards (z.B. US GAAP und IFRS) gibt. Dies hat zur Folge, dass Banken je nach Rechnungslegungsstandard einen unterschiedlichen Konsolidierungskreis als Basis für die Berechnung der Leverage Ratio heranziehen würden. Es ist davon auszugehen, dass diese Unterschiede in der Rechnungslegung ein wesentlicher Grund dafür waren, dass der Basler Ausschuss generell den aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreis – gemäss den risikobasierten Eigenmittelvorschriften – als Basis für die Berechnung der Leverage Ratio vorgeschlagen hat.

Darüber hinaus stellt die Anforderung eine operative Herausforderung dar. Banken müssten zusätzlich zum Konsolidierungskreis gemäss Rechnungslegungsstandards und dem aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreis auch einen separaten Konsolidierungskreis für die Leverage Ratio bestimmen. Die Summe der Bilanzpositionen derartiger Zweckgesellschaften erscheint – im Vergleich zum Gesamtengagement grösserer Banken – nicht ausreichend materiell, um die zusätzlichen operativen Anforderungen zu rechtfertigen.

Des Weiteren sollte berücksichtigt werden, dass die Einführung weiterer Differenzierungen in den Konsolidierungsstandards die Komplexität insbesondere für Investoren, Analysten und andere Leser finanzieller Informationen weiter erhöhen würde.

Aufgrund dieser Überlegungen ersuchen wir Sie, von dem Erfordernis, Zweckgesellschaften in den Konsolidierungskreis der Leverage Ratio mit einzubeziehen, ab-

zusehen und stattdessen den aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreis gemäss den risikobasierten Eigenmittelvorschriften als Basis für die Leverage Ratio zu verwenden.

Rz 14: Berücksichtigung der „Flüssigen Mittel“ gemäss Liquiditätsvorschriften bei der Berechnung des Gesamtengagements

In Randziffer 14 hält das neue Rundschreiben fest, dass alle bilanzierten Aktiven entsprechend der Höhe des bilanzierten Betrags zu den Bilanzpositionen gehören. Die „Flüssigen Mittel“ gemäss Liquiditätsvorschriften (Art. 15a Abs. 1 Bst. a und b Liquiditätsverordnung (LiqV); Münzen und Banknoten sowie die Zentralbankguthaben bzw. die Guthaben gegenüber den von der FINMA anerkannten Girozentralen) werden somit ebenfalls in die Berechnung des Gesamtengagements miteinbezogen.

Unseres Erachtens steht dies nicht nur dem Grundsatz der umsichtigen Bilanzbewirtschaftung entgegen, sondern auch dem erklärten Zweck der Bestimmungen zur Mindestliquiditätsquote, das heisst dem Halten von Level 1 HQLA. Des Weiteren trägt die Berücksichtigung der „Flüssigen Mittel“ gemäss Liquiditätsvorschriften bei der Berechnung des Nenners wesentlich dazu bei, dass die Leverage Ratio volatil wird und mit dem Zinsniveau korreliert, ohne dass das Risikoprofil der Bank in Wirklichkeit davon betroffen ist. Diese Volatilität ist besonders nachteilig für Banken, die in der Vermögensverwaltung tätig sind. Für den tiefen Risikograd der „Flüssigen Mittel“ spricht zudem, dass die Banken gemäss Ziffer 6.3 Anhang 3 ERV hinsichtlich dieser Bilanzposition ein Risikogewicht von 0% beanspruchen dürfen.

Um die genannten negativen Auswirkungen zu vermeiden, schlagen wir vor, die „Flüssigen Mittel“ gemäss Liquiditätsvorschriften, wie vorstehend beschrieben, aus den Aktiven, die der Berechnung des Gesamtengagements zugrunde liegen, auszuklamern. Diese Ausklammerung könnte durch eine Wiederaufnahmeklausel ergänzt werden für den Fall, dass das Rating der Zentralbank – oder, falls kein solches vorliegt, des Domizillandes – unter AAA liegen sollte.

Sollten Sie auf diese Empfehlung nicht eintreten können, schlagen wir alternativ vor, beim Basler Ausschuss entschieden zu intervenieren, um diese Inkohärenz so rasch als möglich zu beseitigen.

Rz 31: Währungskongruenz als Bedingung für eine vorgezogene Abwicklung

Wie im Erläuterungsbericht (Seite 14, Ziffer 5.4) ausgeführt, wurde die Thematik bereits in der Nationalen Arbeitsgruppe diskutiert. Die FINMA erklärte sich dazu bereit, dieses Anliegen mit dem Basler Ausschuss (mittels FAQ) zu erörtern. Es ist zwar richtig, dass der Basler Text in Ziffer 25 (iii) ausführt, dass „die Barnachsusszahlung in derselben Währung entgegengenommen wird, in der auch die Abwicklung des Derivatkontrakts erfolgt.“ Die Margenzahlung wird allerdings als vorgezogene Abwicklung beurteilt. Die Durchführung der Abwicklung erfolgt somit vorgezogen und unabhängig von der Währung und ist im Zeitpunkt der Beurteilung schon geschehen. Eine vorherige Währungskongruenz ist dann nicht mehr relevant. Wir beantragen in der Folge, die Randziffer 31 dahingehend anzupassen, dass die Bedingung der Währungskongruenz gestrichen wird.

Rz 77: Übergangsbestimmungen

Wie bereits im Rahmen der NAG LR dargelegt, empfinden wir den unter Randziffer 77 vorgegebenen Faktor von 2 für Banken, die von den Übergangsbestimmungen des Schweizer Standardansatzes (SA-CH) Gebrauch machen, als deutlich zu hoch. Diesbezüglich ist festzuhalten, dass der Bundesrat der Abschaffung des SA-CH zwar grundsätzlich zugestimmt (vgl. ERV), im Sinne eines politischen Kompromisses die Abschaffung jedoch mit einer längeren Übergangsfrist (bis im Jahr 2018) versehen hat. Damit verbunden sind unterschiedliche Behandlungen und Gewichtungen von einzelnen Risiken zwischen SA-CH und SA-BIZ, wobei dies bei einer Gegenüberstellung sowohl zu Mehrbelastungen als auch zu geringeren Belastungen führen kann.

Wir erachten es vor diesem Hintergrund als nicht adäquat, bei der Leverage Ratio in einem einzelnen Bereich mittels Zuschlagsfaktor einen „Ausgleich“ zu schaffen, zumal dies bei der Eigenmittelunterlegung explizit für die Übergangsphase ausgeschlossen wurde. Diejenigen Banken, welche noch den SA-CH anwenden, würden so unseres Erachtens benachteiligt. Wir anerkennen zwar, dass es sich – wie im Erläuterungsbericht (Seite 15) ausgeführt – um eine einfache Korrektur handelt. Die Quantifizierung können wir dennoch nicht nachvollziehen, und sie wäre unseres Erachtens deutlich tiefer anzusetzen.

B) FINMA Rundschreiben 2008/22 – „Offenlegung Banken“ (RS Offenlegung)

Rz 7: Ausnahmen von den Offenlegungspflichten

Die partielle Offenlegung wird gegenüber dem bisherigen Regime wesentlich erweitert, indem die Banken neu auch die Kapitalquoten gemäss den Ziffern 61 bis 68f der Tabelle 1 Bst. b RS Offenlegung offen legen müssen. Diese umfassende Erweiterung lehnen wir ab, insbesondere auch, weil diese zusätzliche Offenlegungspflicht unseres Wissens nie Gegenstand der Besprechungen im Rahmen der Nationalen Arbeitsgruppe war und wir den Grund für diese wesentliche Erweiterung nicht nachvollziehen können.

Rz 36.3 ff.: Prinzip der Wesentlichkeit bei quantitativen Angaben zur LCR

Die Randziffer 36.3 verlangt Angaben zu sämtlichen in den Randziffern 36.4 bis 36.11 aufgelisteten Punkten. Die entsprechende Vorschrift in § 15 des Basler Regelwerkes schränkt hingegen die Angaben auf jene ein, welche für die LCR wesentlich sind. Der Entwurf zum RS Offenlegung ist dementsprechend – im Vergleich zum Basler Text („...banks should provide sufficient qualitative discussion around the LCR...where significant to the LCR, banks could discuss...“) – zu restriktiv und berücksichtigt unseres Erachtens das Prinzip der Wesentlichkeit zu wenig.

Wir schlagen deshalb vor, in Randziffer 36.3 den Hinweis zur Erläuterung **wesentlicher** quantitativer Angaben aufzunehmen. In der jetzigen Form wird unter den Randziffern 36.6 bis 36.10 impliziert, dass in jedem Fall eine Erläuterung notwendig ist, da nur die Randziffern 36.4, 36.5 und 36.11 den Zusatz „wesentlich“ enthalten.

Wir beantragen demgemäss, die Formulierung in Randziffer 36.3 wie folgt anzupassen:

„Die Bank erläutert die **wesentlichen** quantitativen Angaben zur LCR (siehe **Beispiele** in Tabelle 12 des Anhangs 2), um deren Verständnis zu erleichtern. Sie macht Angaben: ...“

Ferner schlagen wir vor, die Randziffer 36.7 zwecks Klarheit von „Finanzierungskonzentrationen“ in „Konzentration von Refinanzierungsquellen“ umzuformulieren.

Rz 46.4: LCR auf Basis von einfachen Durchschnitten der Tageswerte des Vorquartals

Die in Randziffer 46.4 gemachten Ausführungen, wonach „systemrelevante Banken ab 1.1.2017 die LCR auf Basis von einfachen Durchschnitten der Tageswerte des Vorquartals (Tagesdurchschnitt der letzten 90 Arbeitstage)“ berechnen müssen, erachten wir als eine nicht konsistente und allenfalls auch technisch schwierige Vorgabe. Zudem ist festzuhalten, dass ein Quartal nicht 90 Arbeitstage umfasst (höchstens ca. 65 Tage), jedes Quartal unterschiedlich viele Tage und Arbeitstage aufweist und je nach Standort und Feiertagen weitere Unterschiede bestehen können. Wir schlagen deshalb vor, dass der Text in der Klammer („Tagesdurchschnitt der letzten 90 Arbeitstage“) gestrichen wird und die Banken gemäss Randziffer 46.5 selbst offenlegen, welche Datenpunkte sie genau verwendet haben.

Gemäss Fussnote 6 (Seite 3) des Basler Regelwerks müssen halbjährlich oder jährlich offenlegende Banken die LCR für jedes Quartal offenlegen. Das bedeutet, dass halbjährlich berichtende Banken die letzten beiden Quartale und jährlich berichtende Banken jedes der vier vergangenen Quartale offenlegen. Wir beantragen, diese Instruktion auch im RS Offenlegung festzuhalten.

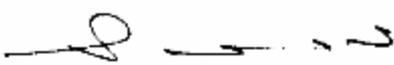
Erläuterungsbericht zum Rundschreiben Offenlegung (ab Seite 15)

Im Erläuterungsbericht (Seite 21) werden Klarstellungen zum Beginn der LCR-Offenlegung angeführt, was wir sehr begrüssen. Nicht nachvollziehbar ist für uns hingegen, weshalb solche Klarstellungen nicht auch bezüglich der Offenlegung der Leverage Ratio erwähnt werden.

Aufgrund der Diskussion im Rahmen der NAG LR gehen wir davon aus, dass sich die erstmalige Offenlegung der Leverage Ratio zeitlich genau gleich präsentiert wie die erstmalige Offenlegung der LCR. Mangels schriftlicher Ausführungen lässt sich diese Annahme jedoch nicht erhärten. Ausserdem stellt sich für die Offenlegungspflichten bezüglich beider Grössen die grundsätzliche Frage, ob bei der erstmaligen Offenlegung auch die Vorjahreswerte publiziert werden müssen. Für entsprechende Präzisierungen im Rahmen der definitiven Vorgaben sind wir folglich sehr dankbar.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen.
Für allfällige Rückfragen oder eine vertiefte Erörterung unserer Stellungnahme stehen
wir Ihnen selbstverständlich jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Renate Schwob



Markus Staub

Einschreiben (Vorab per E-Mail)
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Barbara Graf
Laupenstrasse 27
3003 Bern

II. Departement

Bundesplatz 1
CH-3003 Bern
Telefon +41 31 327 02 11
Fax +41 31 327 02 21
www.snb.ch

Bern, 26. August 2014

Stellungnahme zu den Rundschreiben "Leverage Ratio" und "Offenlegung Banken"

Sehr geehrte Frau Graf

Wir danken für die Gelegenheit, im Rahmen der Anhörung zum neuen Rundschreiben „Leverage Ratio“ sowie zur Revision des Rundschreibens „Offenlegung Banken“ Stellung zu nehmen.

Die Leverage Ratio ergänzt die Eigenmittelregulierung wirksam und sinnvoll. Die Nationalbank begrüsst daher die getreue Umsetzung der entsprechenden internationalen Bestimmungen (Basel III) in Schweizer Recht und ist mit den beiden Rundschreiben einverstanden.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Nationalbank



Dr. Jürg Blum
Leiter Systemrelevante Banken



Dr. Robert Bichsel
Leiter Bankensystem

Per Email:
barbara.graf@finma.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Barbara Graf
Laupenstrasse 27
3003 Bern

Zürich, 25. August 2014

Stellungnahme zur Anhörung des neuen FINMA-RS 2015/xx „Leverage Ratio“ sowie der Änderungen im FINMA-RS 2008/22 „Offenlegung Banken“

Sehr geehrte Frau Graf

Für die Zustellung der Unterlagen zur Vernehmlassung des neuen Rundschreibens „Leverage Ratio“ sowie des revidierten Rundschreibens „Offenlegung Banken“ und die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir bestens.

Die Fachkommission Bankenprüfung der TREUHAND-KAMMER hat sich intensiv mit dem Entwurf des neuen Rundschreibens sowie den Änderungen im Rundschreiben „Offenlegung Banken“ befasst. In der Beilage überlassen wir Ihnen unsere Kommentare und Anregungen.

Für Fragen steht Ihnen Rolf Walker gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
TREUHAND-KAMMER



Dr. Thorsten Kleibold
Mitglied der Geschäftsleitung



Rolf Walker
Präsident Fachkommission Bankenprüfung

Beilage:

- 1- Stellungnahme zu FINMA-RS 2015/xx Leverage Ratio
- 2- Stellungnahme zu Änderung FINMA-RS 2008/22 Offenlegung

Beilage zum Brief der TREUHAND-KAMMER vom 25. August 2014 - Anhörung FINMA-RS 2015/xx Leverage Ratio

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	I. Gegenstand		
1	Dieses Rundschreiben konkretisiert Art. 46 und Art. 135 der Eigenmittelverordnung (ERV; SR 952.03). Es definiert namentlich die Berechnung der Leverage Ratio entsprechend den Vorgaben des Basler Mindeststandards (Basel III Leverage Ratio). Die diesbezüglichen Offenlegungspflichten werden im FINMA-RS 15/xx Offenlegung geregelt. So gibt es Positionen, welche (z. B. nach Rz 7, 16-17, 36, 39, 51, 56) die Leverage Ratio im Endresultat nicht beeinflussen, die aber trotzdem offengelegt werden müssen.		
	II. Basler Mindeststandards		
2	Die vorliegenden Bestimmungen beruhen auf der aktuellen Vereinbarung des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht (Basler Mindeststandards). Die Basler Mindeststandards zur Leverage Ratio werden durch das Dokument „Basel III leverage ratio framework and disclosure requirements“ vom Januar 2014 definiert. Auf die zugrunde liegenden Textstellen dieses Dokuments wird in den nachstehenden Ausführungen jeweils in eckigen Klammern verwiesen.	... Soweit die zugrunde liegenden Textstellen dieses Dokuments relevant sind , wird in den nachstehenden Ausführungen jeweils in eckigen Klammern darauf verwiesen.	Klarstellung. Sofern auch die nicht erwähnten Basler Vorschriften bei Auslegungsfragen (subsidiär) Anwendung finden, empfehlen wir dies in diesem Artikel festzuhalten.
	III. Definition der Leverage Ratio		
3	[§6] Die Basel III Leverage Ratio ist eine ungewichtete Eigenmittelquote. Sie wird definiert als das anrechenbare Kernkapital (den Zähler) dividiert durch das Gesamtengagement (den Nenner) und wird in Prozent ausgedrückt:		
4	Leverage Ratio = Kernkapital / Gesamtengagement		
5	[§10] Die Eigenmittelmessgrösse für die Leverage Ratio ist das Kernkapital (Tier 1 Kapital) der risikobasierten Eigenkapitalregelung gemäss Art. 18		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	Abs. 2 ERV, wobei die Übergangsbestimmungen gemäss Art. 137 ff. ERV zu berücksichtigen sind. Letzteres bedeutet, dass das Kernkapital im Zähler der Leverage Ratio jederzeit dem Kernkapital entspricht, welches in der risikobasierten Regelung zur Anwendung kommt.		
	IV. Konsolidierung		
6	[§8] Für die Basel III Leverage Ratio gilt der gleiche aufsichtsrechtliche Konsolidierungskreis wie für die risikobasierten Eigenmittelvorschriften gemäss Art. 7-13 ERV). Bilanzierte Aktiva von Zweckgesellschaften [special purpose entities], die aufgrund spezifischer Bestimmungen nach Art. 48-88 ERV von den risikogewichteten Positionen ausgeschlossen sind, gelten als dem regulatorischen Konsolidierungskreis zugehörig und müssen in das Gesamtengagement eingeschlossen werden.	<p>..., die aufgrund spezifischer Bestimmungen nach Art. 48-88 ERV von den risikogewichteten Positionen nach Art. 48-88 ERV ausgeschlossen sind...</p> <p>Zusätzlich: „Die Aktiva von Zweckgesellschaften dürfen nur dann aus dem Gesamtengagement ausgeschlossen werden, wenn sie sowohl für die Berechnung der risikogewichteten Eigenmittelanforderung als auch aus Accounting Perspektive verrechnet werden dürfen.“</p>	<p>Umstellung: die Art. 48-88 ERV beziehen sich auf die risikogewichteten Positionen.</p> <p>Im Erläuterungsbericht unter Ziff 5.1 legt die FINMA fest, dass ...“die Aktiva von Zweckgesellschaften nur dann aus dem Gesamtengagement ausgeschlossen werden, wenn sie sowohl für die Berechnung der risikogewichteten Eigenmittelanforderung als auch aus Accounting Perspektive ignoriert werden.“ Wir empfehlen dies auch im Rundschreiben festzuhalten.</p>
7	[§9] Wenn ein Bank-, Finanz-, Versicherungs- oder Wirtschaftsunternehmen ausserhalb des aufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreises liegt, ist nur die Beteiligung am Kapital solcher Unternehmen (d.h. nur der Buchwert der Beteiligung, nicht die zugrundeliegenden Vermögenswerte und sonstigen Engagements des Beteiligungsunternehmens) in dem Gesamtengagement der Leverage Ratio zu erfassen. Beteiligungen am Kapital solcher Unternehmen, die vom Kernkapital abgezogen werden, dürfen jedoch aus dem Gesamtengagement der Leverage Ratio		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	ausgeklammert werden.		
	V. Gesamtengagement		
8	[§12] Das Gesamtengagement für die Berechnung der Leverage Ratio folgt grundsätzlich den buchhalterischen Werten (Buchwerte), wobei folgendes gilt:	Das Gesamtengagement für die Berechnung der Leverage Ratio folgt grundsätzlich den buchhalterischen Werten (Buchwerte) nach den Rechnungslegungsstandards RVB-FINMA bzw. den international anerkannten Standards¹ IFRS oder US-GAAP , wobei folgendes gilt:	Banken können ihre Abschlüsse nach folgenden Rechnungslegungsstandards erstellen: RVB-FINMA und auf Stufe Konzernabschluss zusätzlich IFRS und US-GAAP. Wir empfehlen der Klarheit halber festzuhalten, dass es sich bei den Buchwerten um diejenigen gemäss den zugelassenen Rechnungslegungsstandards handelt. Die in Rz 11 vorgesehene Ausnahmeregelung ist dort ohne zusätzliche Erläuterungen (vgl. die Bemerkungen unter Rz 11) unglücklich platziert, weshalb wir die Integration in diese Rz vorschlagen. Angesichts der untergeordneten Bedeutung genügt u.E. dazu eine Fussnote.
9	<ul style="list-style-type: none"> Bilanzwirksame, nicht-derivative Engagements werden im Gesamtengagement abzüglich Wertberichtigungen für Ausfallrisiken und ähnlichen Wertanpassungen von Aktiven erfasst; 		
10	<ul style="list-style-type: none"> Die Verrechnung von Forderungen und Verbindlichkeiten ist nicht zulässig. Die Forderungen sind als Bruttobeträge zu berücksichtigen. Netting gemäss den angewandten Rechnungslegungsvorschriften ist unter Vorbehalt der in diesem Rundschreiben zugelassenen Nettingregeln aufzuheben, 		
11	<ul style="list-style-type: none"> Banken, die die anrechenbaren und erforderlichen Eigenmittel auf Stufe Einzelinstitut mit Genehmigung der FINMA nach einem international anerkannten Standard berechnen (cf. Rz 156 FINMA-RS 	Rz 11 streichen und in Rz 8 integrieren.	Falls die Rz 11 nicht in Rz 8 intergiert werden sollte, empfehlen wir in einem Zusatz festzuhalten, dass die Rz 9 und 10 sowie 12ff. vorbehalten sind. Die Basler Vorschriften sind so abgefasst, dass sie verbindlich vorgeben, wie die Berechnung zu erfolgen hat.

¹ Banken, die die anrechenbaren und erforderlichen Eigenmittel auf Stufe Einzelinstitut mit Genehmigung der FINMA nach einem international anerkannten Standard berechnen (cf. Rz 156 FINMA-RS 13/1 „Anrechenbare Eigenmittel Banken“), verwenden diesen Standard auch für die Berechnung der Leverage Ratio.

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	13/1 „Anrechenbare Eigenmittel Banken“), verwenden denselben Standard auch für die Berechnung der Leverage Ratio.		Steht die Behandlung gemäss dem angewandten Rechnungslegungsstandard nicht in Übereinstimmung mit den Vorschriften von Basel III hat eine Korrektur zu erfolgen.
12	[§13] Mit Ausnahme der nachfolgend spezifisch geregelten Bereiche dürfen die in Art. 61 ERV aufgeführten risikomindernden Massnahmen (einschliesslich physische oder finanzielle Sicherheiten und Garantien) nicht berücksichtigt werden. Sie führen daher nicht zu einer Reduktion des Gesamtengagements.		
13	[§14] Das Gesamtengagement setzt sich zusammen aus A. Bilanzpositionen, B. Derivaten, C. Wertpapierfinanzierungsgeschäften [securities financing transactions, SFT] und D. Ausserbilanzpositionen. Die jeweilige Behandlung dieser vier Typen von Engagements wird nachfolgend definiert.		
	A. Bilanzpositionen		
14	[§15] Zu den Bilanzpositionen gehören alle bilanzierten Aktiva unter Berücksichtigung von Rz 9 bis Rz 11 entsprechend der Höhe des bilanzierten Betrages. Dies schliesst mit Ausnahme der in Rz 21-73 geregelten Fälle auch die im Zusammenhang mit Derivaten und SFTs erhaltenen oder gestellten Sicherheiten mit ein, jedoch nicht die Forderungen und positiven Wiederbeschaffungswerte in Bezug auf Derivate und SFTs selbst, die unter B. und C. berücksichtigt sind. Dies schliesst mit Ausnahme der in Rz 21-73 geregelten Fälle auch die im Zusammenhang mit Derivaten und SFTs erhaltenen oder gestellten bilanzierten Sicherheiten mit ein, jedoch nicht die Forderungen und positiven Wiederbeschaffungswerte in Bezug auf Derivate und SFTs selbst, die unter B. und C. berücksichtigt sind.	Die Anforderung lautet, dass alle bilanzierten Aktiva zu berücksichtigen sind. Wir schlagen daher vor das Wort <u>bilanziert</u> auch bei den Sicherheiten zu verwenden. Der Basler Text erwähnt denn auch den Zusatz „erhaltene oder gestellte“ nicht.
15	[§15] Wenn eine Bank gemäss ihren geltenden Rechnungslegungsvorschriften treuhänderisch gehaltene Aktiva in ihrer Bilanz ausweist, können diese Aktiva in der Berechnung des Gesamtengagements ausgeschlossen werden, sofern sie die IAS-39-Kriterien für Ausbuchung [de-recognition] und gegebenenfalls die IFRS-10-Kriterien für Dekonsolidierung [deconsolidation] erfüllen.		Uns erscheint stossend, dass eine Bank welche Ihre Rechnung nach der RVB-FINMA erstellt, für die Behandlung einzelner Sachverhalte IFRS-Regelwerke zu interpretieren hat.

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
16	[§16] Um konsistente Berechnungen zu gewährleisten, können bilanzwirksame Vermögenswerte, die gemäss Art. 32 ff. ERV oder gemäss FINMA-RS 13/01 vom Kernkapital abgezogen werden, auch von dem Gesamtengagement abgezogen werden.		
17	Bei Banken, die den internen Ratings basierenden Ansatz (IRB-Ansatz) verwenden, verlangt die ERV (gemäss Art. 32 Bst. e), dass etwaige Defizite im Bestand anererkennungsfähiger Wertberichtigungen gegenüber den erwarteten Verlusten vom harten Kernkapital (CET1) abzuziehen sind. Der gleiche Betrag kann auch vom Gesamtengagement abgezogen werden.		
18	[§17] Positionen auf der Passivseite dürfen nicht vom Gesamtengagement abgezogen werden, einschliesslich folgender Beträge:	[§17] Positionen auf der Passivseite Verbindlichkeiten dürfen nicht vom Gesamtengagement abgezogen werden, einschliesslich folgender Beträge:	Anpassung an den englischen Originaltext (liability = Verbindlichkeiten).
19	<ul style="list-style-type: none"> Nicht realisierte Gewinne aus der Neubewertung von Passiven. 	<ul style="list-style-type: none"> Nicht realisierte Gewinne Bewertungsanpassungen aus der Fair-Value-Bewertung von Verbindlichkeiten Neubewertung von Passiven. 	Anpassung an den englischen Originaltext.
20	<ul style="list-style-type: none"> Bewertungsanpassungen an negativen Wiederbeschaffungswerten von Derivaten, die sich aus dem Kreditrisiko der Bank selbst ergeben. 		
	B. Derivate		
21	[§18] Derivate generieren Engagements in zweierlei Hinsicht: erstens ein Engagement in Bezug auf den Referenzwert und zweitens ein Engagement in Bezug auf die Gegenpartei. Die nachfolgend definierte Behandlung im Rahmen der Basel III Leverage Ratio hat zum Ziel, beide Arten von Engagements gleichzeitig abzudecken.		
22	[§19] Das Engagement von Derivatpositionen berechnet sich als Summe aus dem aktuellen positiven Wiederbeschaffungswert und dem Sicherheitszuschlag (Add-on) gemäss der Marktwertmethode (vgl. Art. 57 ERV und Rz 16-63 FINMA-RS 08/19 „Kreditrisiken Banken“),		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	vorbehaltlich Rz 24.		
23	[§12] Die aktuellen Wiederbeschaffungswerte verstehen sich nach Berücksichtigung von Wertanpassungen (z. B. Wertanpassungen aufgrund des Gegenpartei-Kreditrisikos).		
24	[§19] Bei Kreditderivaten, in denen sich die Bank als Sicherungsgeberin engagiert, wird zusätzlich zum Kreditäquivalent nach Rz 22 der aus der Sonderbehandlung von Rz 42-51 resultierende Betrag addiert.		
	a) Verrechnung		
25	[§21] Die Verrechnung von positiven und negativen Wiederbeschaffungswerten aus Derivatkontrakten mit derselben Gegenpartei zu einem Netto-Wiederbeschaffungswert sowie der zugehörigen individuellen Add-ons zu einem Netto-Add-on geschieht unter den gleichen Bedingungen und auf die gleiche Art wie bei der Marktwertmethode (vgl. Rz 54-63 FINMA-RS 08/19 „Kreditrisiken Banken“).		
	b) Behandlung von Sicherheiten		
26	[§23] Grundsätzlich (d.h. unter Vorbehalt von Rz 34 und 35) dürfen von der Bank erhaltene Sicherheiten nicht gegen die Kreditäquivalente von Derivaten angerechnet werden, auch wenn die risikobasierten Eigenmittelvorschriften oder der anwendbare Rechnungslegungsstandard eine solche Verrechnung erlauben würden. Von der Gegenpartei erhaltene Sicherheiten führen also grundsätzlich nicht zu einer Reduktion des Gesamtengagements.		
27	[§24] Ähnliches gilt für von der Bank gestellte Sicherheiten. Falls die Bank im Zusammenhang mit Derivaten Sicherheiten abgetreten hat und falls dies unter dem anwendbaren Rechnungslegungsstandard zu einer Reduktion der Bilanzpositionen geführt hat, muss die Bank, unter Vorbehalt von Rz 36 den Betrag dieser abgetretenen Sicherheiten zum Gesamtengagement wieder hinzuzählen.		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
28	<p>[\$25] Bei der Bestimmung des Engagements von Derivaten für die Basel III Leverage Ratio darf der Baranteil von zwischen den Gegenparteien ausgetauschten Margenzahlungen [variation margin] wie eine vorgezogene Abwicklung [pre-settlement payment] behandelt werden (vgl. Rz 35-36), wenn die folgenden Kriterien erfüllt sind:</p>		
29	<ul style="list-style-type: none"> Die entgegengenommenen Barmittel werden von den eigenen Vermögenswerten der entgegennehmenden Partei nicht getrennt [segregated] gehalten. Von diesem Kriterium sind Kontrakte ausgenommen, deren Pflichterfüllung durch eine qualifizierte zentrale Gegenpartei (QCCP) garantiert wird (vgl. Rz 40). 		
30	<ul style="list-style-type: none"> Die Margenzahlungen werden täglich aufgrund des Marktwerts der Derivatkontrakte berechnet und ausgetauscht. 		
31	<ul style="list-style-type: none"> Der Baranteil der Margenzahlungen wurde in derselben Währung erhalten in der auch die Abwicklung der Derivatkontrakte erfolgt. 		
32	<ul style="list-style-type: none"> Die Höhe der Margenzahlungen umfasst vorbehaltlich allfälliger Schwellenwerte [thresholds] und Mindesttransferbeträge [minimum transfer amounts] den vollen Marktwert der Derivatkontrakte. 		
33	<ul style="list-style-type: none"> Die Margenzahlungen und die Derivatkontrakte unterliegen einer Netting-Vereinbarung zwischen den beiden Gegenparteien. Diese Netting-Vereinbarung muss ausdrücklich festhalten, dass Zahlungsverpflichtungen im Rahmen der Netting-Vereinbarung netto zu begleichen sind, und zwar unter Berücksichtigung der erhaltenen und gestellten Margenzahlungen, falls eine der 		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	beiden Parteien von einem Kreditereignis betroffen sein sollte. Die Netting-Vereinbarung muss in allen relevanten Rechtsordnungen rechtlich durchsetzbar sein, auch im Falle eines Zahlungsausfalls, eines Konkurses oder einer Insolvenz.		
34	[§26] Wenn die Bedingungen von Rz 29-33 erfüllt sind, dann sind folgende Verrechnungen zulässig:		
35	<ul style="list-style-type: none"> Der Baranteil der von der Bank erhaltenen Margenzahlungen darf mit den positiven Wiederbeschaffungswerten verrechnet werden. 		
36	<ul style="list-style-type: none"> Falls die Bank Margenzahlungen in bar gestellt hat, und falls die durch diese Margenzahlung entstandene Forderung gemäss den geltenden Rechnungslegungsvorschriften als Aktivum ausgewiesen wird, darf die Bank den entsprechenden Forderungsbetrag vom Gesamtengagement abziehen. 		
37	[§26] Margenzahlungen in bar dürfen nicht dazu benutzt werden, den Add-on zu reduzieren. Bei Berechnung des Add-ons sind daher keinerlei Sicherheiten einzubeziehen. Insbesondere verstehen sich die zur Berechnung des Netto-Add-ons benutzten Wiederbeschaffungswerte ohne Berücksichtigung von erhaltenen oder gestellten Sicherheiten.		
	c) Behandlung von Clearing-Dienstleistungen		
38	[§27] Wenn eine Bank als Clearing-Mitglied einer zentralen Gegenpartei [central counter-party, CCP] ihren Kunden Clearing-Dienstleistungen anbietet und dabei die Pflichterfüllung der CCP gegenüber ihren Kunden garantiert, dann muss diese Bank zusätzlich zu den Derivate-Engagements gegenüber den Kunden ebenfalls die Derivate-Engagements gegenüber der CCP erfassen. Letztere berechnen sich		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	nach den gleichen Regeln wie alle übrigen Derivate Engagements.		
39	[§27] Wenn jedoch die Bank als Clearing-Mitglied QCCP die Pflichterfüllung der QCCP gegenüber den Kunden nicht garantiert, dann muss die Bank Ihre Derivate-Engagements gegenüber der QCCP sowie die Forderungen von im Zusammenhang mit diesen Kunden-geschäften an die QCCP gestellten Sicherheiten nicht in die Berechnung des Gesamtengagements mit einzubeziehen.		
40	Der Begriff einer qualifizierten zentralen Gegenpartei ist definiert im FINMA-RS 08/19 „Kreditrisiken Banken“.		
41	[§28] Tritt ein Kunde direkt in ein Derivatgeschäft mit einer CCP und garantiert die Bank als Clearing-Mitglied die Pflichterfüllung des Kunden gegenüber der CCP, dann muss die Bank ihr Derivate-Engagement gegenüber dem Kunden auf die gleiche Weise berechnen, wie wenn sie das Geschäft direkt mit dem Kunden abgeschlossen hätte (d.h. gemäss Rz 22-37). Dies gilt auch in Bezug auf erhaltene oder gestellte Sicherheiten.		
	d) Sonderbehandlung für Kreditderivate mit der Bank als Sicherungsgeberin		
42	Kreditderivate, in denen sich die Bank als Sicherungsgeberin engagiert (in der Folge „geschriebene Kreditderivate“ genannt), führen zusätzlich zum Engagement in Bezug auf die Gegenpartei, zu einem Engagement in Bezug auf den referenzierten Kredit. Diesem Umstand wird in der Berechnung des Gesamtengagements wie folgt Rechnung getragen.		
43	[§30] Bei geschriebenen Kreditderivaten muss – zusätzlich zur oben dargelegten Behandlung von Derivaten und den mit ihnen verbundenen Sicherheiten – der vom Kreditderivat referenzierte effektive Nominalwert in die Berechnung des Gesamtengagements einbezogen werden. Den		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	effektiven Nominalwert erhält man, indem man den Nominalwert so korrigiert, dass er das tatsächliche Risiko von Kontrakten widerspiegelt, die einen Hebeleffekt oder eine andere die Wirkung der Transaktion verstärkende Charakteristik besitzen. Der effektive Nominalwert darf um den allfälligen negativen Wiederbeschaffungswert des Kreditderivats verringert werden, falls dieser negative Wiederbeschaffungswert zu einer Reduktion des Kernkapitals geführt hat.	... Der effektive Nominalwert darf um eine allfällige Wertsteigerung des Kreditderivats verringert werden, falls diese Wertsteigerung zu einer Reduktion des Kernkapitals geführt hat.	Was der Basler Text u.E. hier adressiert, ist die <i>Veränderung</i> des WBW („negative change in the fair value amount“) und nicht der negative WBW selbst.
44	[§30] Der aus Rz 43 resultierende Betrag darf um den effektiven Nominalbetrag von gegenläufigen Kreditderivaten (d.h. solche mit der Bank als Sicherungsnehmer) reduziert werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:		
45	Referenznamen. Die Kreditderivate müssen auf den gleichen Referenznamen lauten. Zwei Referenznamen werden nur dann als identisch angesehen, wenn sie sich auf dieselbe Rechtseinheit [legal entity] beziehen.		
46	Pools von Referenzadressen. Erworbenener Schutz für einen Pool von Referenzadressen kann verkauften Schutz für Einzeladressen ausgleichen, wenn der erworbene Schutz ökonomisch gleichwertig ist wie ein getrennter Erwerb von Schutz für jede einzelne Adresse im Pool (dies wäre beispielsweise der Fall, wenn eine Bank Kreditschutz für eine ganze Verbriefungsstruktur erwirbt). Wenn eine Bank Schutz für einen Pool von Referenzadressen erwirbt, dieser Kreditschutz jedoch nicht den gesamten Pool deckt (sondern nur einen Teilbereich, wie im Falle eines „nth-to-default“-Kreditderivats oder einer Verbriefungstranche), dann ist keine Verrechnung mit dem auf einzelne Referenzadressen verkauften Schutz erlaubt. Ein solcher erworbener Kreditschutz kann jedoch verkauften Schutz auf einen Pool ausgleichen, sofern der erworbene Schutz den		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	gesamten Teilbereich des Pools deckt, für den der Schutz verkauft wurde. Mit anderen Worten, eine Verrechnung kann nur anerkannt werden, wenn der Pool der Referenzadressen und die Rangstellung in beiden Transaktionen identisch sind.		
47	Gleich- oder Nachrangigkeit. Erworbenener Kreditschutz auf eine Einzeladresse muss auf eine Referenzverbindlichkeit [reference obligation] lauten, welche der Referenzverbindlichkeit des geschriebenen Kreditderivats gleich- oder nachrangig ist, so dass ein Kreditereignis im geschriebenen Kreditderivat zwangsläufig zu einem Kreditereignis im erworbenen Kreditschutz führt. Bei tranchierten Instrumenten muss der erworbene Kreditschutz auf eine Referenzverbindlichkeit gleichen Ranges lauten.		
48	Restlaufzeit. Die Restlaufzeit des erworbenen Kreditschutzes muss gleich oder länger sein als die Restlaufzeit des geschriebenen Kreditderivats.		
49	Nominalwert. Falls der effektive Nominalwert des geschriebenen Kreditderivats gemäss Rz 43 um einen negativen Wiederbeschaffungswert verringert wurde, muss der effektive Nominalwert der gegenläufigen gekauften Kreditabsicherung um einen etwaigen positiven Wiederbeschaffungswert, der im Kernkapital reflektiert ist, herabgesetzt werden.	Nominalwert. Falls der effektive Nominalwert des geschriebenen Kreditderivats gemäss Rz 43 um ein allfällige Wertsteigerung des Derivats verringert wurde, muss der effektive Nominalwert der gegenläufigen gekauften Kreditabsicherung um die etwaige Wertsteigerung, die im Kernkapital reflektiert ist, herabgesetzt werden.	Siehe Kommentar zu Rz 43. Wenn ein Kreditereignis zu einer Wertsteigerung des geschriebenen Kreditderivats (negativer WBW) führt, wird sich auch der Wert des Derivats für die Kreditabsicherung (positiver WBW) entsprechend steigern.
50	Total Return Swaps. Wenn eine Bank Kreditschutz mittels eines Total-Return-Swap (TRS) erwirbt und die erhaltenen Nettozahlungen als Nettoertrag verbucht, aber keine gegenläufige das Kernkapital reduzierende Wertminderung des geschriebenen Kreditderivats verbucht, dann wird die Kreditabsicherung für den Zweck der Verrechnung der effektiven Nominalwerte im Zusammenhang mit geschriebenen Kreditderivaten nicht anerkannt.	Total Return Swaps. Wenn eine Bank Kreditschutz mittels eines Total-Return-Swap (TRS) erwirbt und die erhaltenen Nettozahlungen als Nettoertrag verbucht, aber keine gegenläufige das Kernkapital reduzierende Werterhöhung des geschriebenen Kreditderivats verbucht, dann wird die Kreditabsicherung für den Zweck der Verrechnung der effektiven Nominalwerte im Zusammenhang mit geschriebenen Kreditderivaten nicht anerkannt.	Nur eine Werterhöhung des geschriebenen Kreditderivates (Erhöhung des negativen WBW) reduziert u.E. das Kernkapital.
51	[§31] In der Berechnung der Kreditäquivalente nach Rz 22 und 25 darf der individuelle Add-on für jene		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	geschriebenen Kreditderivate gleich null gesetzt werden, deren voller effektiver Nominalwert gemäss Rz 43 in der Berechnung des Gesamtengagements einbezogen wurde, ohne dass er gemäss Rz 44 reduziert worden wäre. Durch diese Bestimmung wird eine Doppelzählung solcher Engagements vermieden.		
	C. Wertpapierfinanzierungsgeschäfte [securities financing transactions, SFT]		
52	Als Wertpapierfinanzierungsgeschäfte [securities financing transactions, SFT] im Sinne dieses Rundschreibens gelten Repo- und repoähnliche Geschäfte, d.h. Wertpapierpensionsgeschäfte [repos and reverse repos], Wertpapierleihgeschäfte [securities lending and borrowing] und Wertpapierkredite [margin lending], bei denen der Transaktionswert von Marktbewertungen abhängt und die oft mit Ein- bzw. Nachschussvereinbarungen [margining] verbunden sind.		
53	[§32] SFTs werden gemäss nachstehend beschriebener Behandlung im Gesamtengagement erfasst. Die Behandlung trägt der Tatsache Rechnung, dass die besicherte Kreditvergabe und -aufnahme in Form von SFT eine bedeutende Verschuldungsquelle ist, und stellt eine einheitliche internationale Umsetzung sicher, indem eine gemeinsame Messgrösse vorgegeben wird, welche die wichtigsten Unterschiede bei den Rechnungslegungsstandards berücksichtigt.		
	a) Allgemeine Behandlung: die Bank handelt auf eigene Rechnung und Gefahr [bank acting as principal]		
54	[§33] In der allgemeinen Behandlung (d.h. vorbehaltlich Rz 70-73) ist die Summe der Brut-to-SFT-Aktiven gemäss Rz 55-62 und des Engagements gegenüber der SFT Gegenpartei gemäss Rz 63-67 im Gesamtengagement für die Leverage Ratio zu		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	erfassen.		
55	[§33i] Bei den für Rechnungslegungszwecke ausgewiesenen Brutto-SFT-Aktiva darf keinerlei bilanzmässige Verrechnung [netting] von Barverbindlichkeiten mit Barforderungen (wie z.B. derzeit im Rahmen der Rechnungslegung gestattet) erfolgen. Damit werden die Unterschiede in den Verrechnungsmöglichkeiten eliminiert, die sich aus der Anwendung von verschiedenen Rechnungslegungsstandards ergeben können.		
56	[§33i] Die für Rechnungslegungszwecke ausgewiesenen Brutto-SFT-Aktiven (ohne die gemäss Rechnungslegungsstandards zulässigen Verrechnungen), werden wie folgt angepasst:		
57	<ul style="list-style-type: none"> Für aktivseitige SFTs die über eine QCCP abgewickelt werden und bei denen eine Novation angewendet wurde, gilt anstelle der für Rechnungslegungszwecke ausgewiesenen Brutto-SFT-Aktiven das vertragliche Engagement, welches am Schluss resultiert, da die vorher bestehenden Kontrakte mit der Novation durch neue rechtliche Verpflichtungen abgelöst worden sind. 		
58	<ul style="list-style-type: none"> Falls die Bank die im Rahmen eines SFT entgegengenommenen Wertschriften in den Aktiven ihrer Bilanz ausweist, darf der Wert dieser Wertschriften vom Gesamtengagements ausgeklammert werden. 		
59	<ul style="list-style-type: none"> Barverbindlichkeiten und -forderungen in STFs mit derselben Gegenpartei dürfen netto berücksichtigt werden, wenn die folgenden Kriterien erfüllt sind: 		
60	a) Die Transaktionen haben dasselbe explizite endgültige Erfüllungsdatum;		
61	b) Die Gegenparteien beabsichtigen, die Geschäfte netto oder gleichzeitig abzu-		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	wickeln oder die Transaktionen sind Gegenstand eines Abwicklungsmechanismus, welcher letztlich auf eine Nettoabwicklung hinausläuft, d.h., die Cash Flows der Transaktionen entsprechen faktisch am Erfüllungsdatum einem ein-		
62	c) Die Gegenparteien beabsichtigen, die Geschäfte netto oder gleichzeitig abzuwickeln oder die Transaktionen sind Gegenstand eines Abwicklungsmechanismus, welcher letztlich auf eine Nettoabwicklung hinausläuft, d.h., die Cash Flows der Transaktionen entsprechen faktisch am Erfüllungsdatum einem einzigen Nettobetrag. Um diese Gleichwertigkeit zu erreichen, müssen beide Transaktionen über dasselbe Abwicklungssystem ausgeführt werden, und die Abwicklungsvereinbarungen müssen durch Barmittel- und/oder Intraday-Überziehungskredite unterstützt werden, mit denen sichergestellt wird, dass beide Transaktionen bis zum Ende des Geschäftstages abgewickelt werden und die Verknüpfung mit den Sicherheiten [collateral flows] nicht dazu führen kann, dass die Nettobarabwicklung rückgängig gemacht wird. Damit wird sichergestellt, dass etwaige strittige Fragen im Zusammenhang mit dem Teil des SFT, welches die Wertschriften betrifft, unabhängig von der Nettoabwicklung der Barverbindlichkeiten und -forderungen behandelt werden.	... Abwicklungsvereinbarungen müssen durch Barmittel- und/oder Intraday-Überziehungskredite unterstützt werden, mit denen sichergestellt wird, dass....	Barmittel (ohne Trennstrich).
63	[§33(ii)] Das Engagement gegenüber der SFT Gegenpartei berechnet sich nach dem aktuellen Wiederbeschaffungswert ohne Anwendung von		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	Haircuts. Das heisst:		
64	<ul style="list-style-type: none"> Falls die in Rz 115 - 115.0.1 FINMA-RS 08/19 „Kreditrisiken Banken“ präzisierten Bedingungen für die vertragliche Verrechnung erfüllt sind, beträgt das Engagement (E*) den grösseren Wert von null oder dem gesamten Marktwert der an die Gegenpartei ausgeliehenen Barmittel und Wertpapiere für alle von der Netting-Vereinbarung erfassten Transaktionen (ΣE_i) abzüglich des gesamten Marktwerts der für diese Transaktionen entgegengenommenen Barmittel und Wertpapiere (ΣC_i). Dies wird in der folgenden Formel dargestellt: 		
65	$E^* = \max \{0, [\Sigma E_i - \Sigma C_i]\}$,		
66	wobei der Index „i“ über alle von der Netting-Vereinbarung erfassten Transaktionen läuft.		
67	<ul style="list-style-type: none"> Falls die Bedingungen für die vertragliche Verrechnung nicht erfüllt sind, muss das Engagement für jede Transaktion einzeln berechnet werden, d.h., jede Transaktion i wird als ein eigenes Netting-Set behandelt, wie in folgender Formel gezeigt: 		
68	$E_i^* = \max \{0, [E_i - C_i]\}$		
69	[§34] Als Verkauf verbuchte Transaktionen: Wenn ein SFT im angewandten Rechnungslegungsstandard der Bank als Verkauf verbucht wird, muss die Bank alle mit dem Verkauf verbundenen Buchungen rückgängig machen und dann das Gesamtengagement so berechnen, als ob das SFT in ihrer Rechnungslegung als Finanzierungsgeschäft behandelt worden wäre (d.h. gemäss Rz 54).		
	b) Die Bank handelt als Kommissionärin [bank acting as agent]		
70	[§35] Eine Bank, die in einem SFT als Kommissionärin		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	<p>handelt, stellt im Allgemeinen lediglich einer der beiden beteiligten Parteien eine Gewährleistung oder Garantie, und dies nur für die Differenz zwischen dem Wert des Wertpapiers oder der Barmittel, die ihr Kunde verliehen hat, und dem Wert der Sicherheiten, die der Schuldner gestellt hat. Dabei hat die Bank ein Engagement bezüglich der Gegenpartei ihres Kunden in der Höhe der Wertdifferenz und nicht in der Höhe des Basiswerts oder der Barmittel der Transaktion. Wenn die Bank nicht Eigentümerin der zugrundeliegenden Barmittel oder Wertpapiere ist und keine Kontrolle darüber hat, dann können diese Mittel von der Bank nicht zu Verschuldungszwecken eingesetzt werden. Diesen Umständen wird in Rz 71-73 Rechnung getragen.</p>		
71	<p>[§36] Wenn eine Bank, die in einem SFT als Kommissionärin handelt, einem Kunden oder einer Gegenpartei eine Gewährleistung oder Garantie abgibt für eine etwaige Differenz zwischen dem Wert des Wertpapiers oder der Barmittel, die der Kunde verliehen hat, und dem Wert der Sicherheiten, die der Schuldner gestellt hat, dann muss sie bei der Berechnung ihres Gesamtengagements nur Rz 63-67 anwenden.</p>		
72	<p>[§37] Eine Bank, die in einem SFT als Kommissionärin handelt und einem Kunden oder einer Gegenpartei eine Gewährleistung oder Garantie abgibt, kann nur dann die Ausnahmebehandlung nach Rz 71 in Anspruch nehmen, wenn ihr Engagement in der Transaktion beschränkt ist auf die garantierte Differenz zwischen dem Wert des Wertpapiers oder der Barmittel, die ihr Kunde verliehen hat, und dem Wert der Sicherheiten, die der Schuldner gestellt hat. Wenn die Bank ein über diese Garantie hinausgehendes wirtschaftliches Engagement bezüglich der zugrundeliegenden Wertpapiere oder Barmittel eingeht, dann ist die Höhe des vollen Betrags des</p>		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	Wertpapiers oder der Barmittel in die Berechnung des Gesamtengagements einzubeziehen. Dies ist insbesondere dann der Fall, wenn die Bank hereingenommene Sicherheiten in ihrem eigenen Namen oder auf eigenem Konto anstatt auf dem Konto des Kunden oder des Schuldners verwaltet oder diese weiterverleiht.		
73	[§36] Wenn eine Bank in einem SFT als Kommissionärin handelt und wenn sie, zusätzlich zu den in Rz 70-72 genannten Bedingungen, keiner der beteiligten Parteien eine Gewährleistung oder Garantie abgibt, dann ist sie bezüglich des SFT nicht engagiert und muss dieses daher in die Berechnung des Gesamtengagements nicht einbeziehen.		
	D. Ausserbilanzpositionen		
74	[§38] In diesem Abschnitt wird erläutert, wie ausserbilanzielle Positionen in das Gesamtengagement für die Leverage Ratio einzubeziehen sind. Zu den ausserbilanziellen Positionen zählen alle Arten von Eventualverpflichtungen und Kreditzusagen, ob vorbehaltlos kündbar oder nicht. Darin eingeschlossen sind insbesondere die in Art. 53-54 ERV und Anhang 1 ERV erwähnten Geschäfte einschliesslich Liquiditätsfazilitäten, Kreditsubstitute, Akzepte, Standby-Akkreditive und Warenakkreditive.		
75	[§39] Für die Berechnung des Engagements aus ausserbilanziellen Positionen im Rahmen der Leverage Ratio sind vorbehaltlich Rz 76 die Kreditumrechnungsfaktoren von Anhang 1 ERV auf den Nominalwert oder den Barwert des jeweiligen Geschäfts anzuwenden.		
76	[§39] Für die Zwecke der Leverage Ratio gilt für die Kreditumrechnungsfaktoren eine Untergrenze von 10%. Diejenigen Ausserbilanzpositionen, für welche in den risikobasierten Eigenmittelvorschriften (Anhang 1 ERV) ein Kreditumrechnungsfaktor von 0% vorgesehen ist, erhalten für die Zwecke der Leverage		

Rz	Text des Entwurfs	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
	Ratio also einen Kreditumrechnungsfaktoren von 10%. Dies betrifft Kreditzusagen die jederzeit vorbehaltlos und ohne vorherige Ankündigung durch die Bank kündbar sind oder die im Falle einer Verschlechterung der Bonität des Kreditnehmers effektiv automatisch erlöschen.		
	VI. Übergangsbestimmungen		
77	Banken, die von der Übergangsbestimmung zur Verwendung des SA-CH nach Art. 137 ERV Gebrauch machen, wenden in Rz 22 für die Berechnung der Kreditäquivalente die Marktwertmethode nach SA-CH an (Rz 16–48 FINMA-RS 08/19 „Kreditrisiken Banken“ in der alten Fassung per 31.12.2012). Die so berechneten Kreditequivalente sind für die Berechnung des Gesamtengagements mit dem Faktor 2 zu multiplizieren.		
78	Banken, die von der Übergangsbestimmung für börsengehandelte Derivate nach Rz 410 FINMA-RS 08/19 „Kreditrisiken Banken“ Gebrauch machen, benutzen anstelle der regulatorischen Add-ons für die Bestimmung der Kreditäquivalente die Höhe der „initial margin“ gemäss Börsenmethode. D.h. der Add-on wird gleich dem Anteil der Margenanforderungen der Börse gesetzt, welcher über den täglichen Gewinn- und Verlustausgleich hinausgeht. Auch unter dieser Uebergangsbestimmung ist Rz 37 zu respektieren, wonach von der Bank erhaltene Margenzahlungen nicht mit dem Add-on verrechnet werden dürfen.		
79	Dieses Rundschreiben tritt am 1.1.2015 in Kraft.		

Beilage zum Brief der TREUHAND-KAMMER vom 25. August 2014 - Anhörung Änderung FINMA-RS 2008/22 Offenlegung Banken

Rz	Text des RS	Änderungsvorschläge	Bemerkungen / Begründungen
7	Banken, welche alle der folgenden Bedingungen von Rz 8-13 erfüllen, haben...	Banken, welche alle Bedingungen von Rz 8-13 erfüllen, haben...	Anpassung Wording.
7.1	In Bezug auf Eigenmittelanforderungen: Den Betrag der anrechenbaren Eigenmittel (Rz 38), unterteilt... und das operationelle Risiko, zu veröffentlichen (partielle Offenlegung).	In Bezug auf Eigenmittelanforderungen: Den Betrag der anrechenbaren Eigenmittel (Rz 38), unterteilt... und das operationelle Risiko (partielle Offenlegung).	Anpassung Wording.
46.3	Sämtliche Werte in dieser Tabelle müssen von den nicht-systemrelevanten Banken als einfache Durchschnitte der Monatswerte des Vorquartals angegeben werden.	Sämtliche Werte in dieser Tabelle müssen von den nicht-systemrelevanten Banken als einfache Durchschnitte der Monats <u>end</u> werte des Vorquartals angegeben werden.	Präzisierung, damit der Messzeitpunkt genauer bestimmt werden kann.
46.4	Systemrelevante Banken LiqV dürfen bis zum 31. Dezember 2016 einfache Durchschnitte der Monatswerte des Vorquartals angeben. Sie müssen ab dem 1. Januar 2017 sämtliche Werte in dieser Tabelle als einfachen Durchschnitt der Tageswerte des Vorquartals ausweisen (Tagesdurchschnitt der letzten 90 Arbeitstage).	Systemrelevante Banken LiqV dürfen bis zum 31. Dezember 2016 einfache Durchschnitte der Monats <u>end</u> werte des Vorquartals angeben. Sie müssen ab dem 1. Januar 2017 sämtliche Werte in dieser Tabelle als einfachen Durchschnitt der Tages <u>end</u> werte <u>des aller Arbeitstage des</u> Vorquartals ausweisen (Tagesdurchschnitt der letzten 90 Arbeitstage).	Präzisierung. Wir empfehlen die Klammerbemerkung zu streichen, da ein Quartal rund 90 <u>Kalendertage</u> umfasst, jedoch nur rund 60 bis 70 <u>Arbeitstage</u> , die zudem stark von Feiertagen abhängig sind. Wir empfehlen daher eine allgemein gültige Definition.
51	Falls die Bank die Informationen zu den Eigenmittelvorschriften nicht im Rahmen ihres Geschäftsberichtes veröffentlicht, muss sie in diesem Bericht angeben, wo diese Informationen verfügbar sind.		Das Rundschreiben enthält neu Vorgaben zur Offenlegung von Liquiditäts- und LCR-Vorschriften. Dies sollte in dieser Rz ergänzt werden, falls die FINMA im Geschäftsbericht auch einen entsprechenden Verweis auf Publikation von Liquiditäts- und LCR-Vorschriften erwartet.
Anhang	Anhang 2 Tabelle 11	Im Anhang 2 Tabelle 11 wird wiederholt auf Rundschreiben 14/xx anstatt 15/xx verwiesen.	Korrektur.
Anhang	Anhang 2 Tabelle 12, Anmerkung (9)	Im Anhang des Rundschreibens 15/xx befindet sich kein Liquiditätsnachweis. Wir empfehlen daher Anmerkung (9) zu streichen.	Anpassungsempfehlung.

Geschäftsstelle

Wallstrasse 8
Postfach
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66
Telefax 061 206 66 67
E-Mail vskb@vskb.ch



Verband Schweizerischer Kantonalbanken
Union des Banques Cantionales Suisses
Unione delle Banche Cantionali Svizzere

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Frau Barbara Graf
Laupenstrasse 27
CH-3003 Bern

Barbara.graf@finma.ch

Datum 28. August 2014
Kontaktperson Michele Vono
Direktwahl 061 206 66 29
E-Mail m.vono@vskb.ch

Stellungnahme der Kantonalbanken zum neuen FINMA-Rundschreiben „Leverage Ratio“ und zum revidierten Rundschreiben „Offenlegung Banken“

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 17. Juni 2014 hat die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA) die öffentliche Anhörung zum neuen FINMA-Rundschreiben 2015/xx „Leverage Ratio“ sowie zum revidierten Rundschreiben 2008/22 „Offenlegung Banken“ eröffnet und interessierte Kreise eingeladen, zu den Entwürfen Stellung zu nehmen. Gerne lassen wir Ihnen unsere Kommentare zu den beiden Rundschreiben in einer Stellungnahme zukommen.

Grundsätzlich unterstützen wir die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung in der vorliegenden Sache, in deren Bearbeitung auch Vertreter der Kantonalbanken resp. des VSKB einbezogen waren. Wir möchten mit unserer Stellungnahme einige Punkte herausstreichen sowie Ergänzungen einbringen. Bei dieser Gelegenheit danken wir Ihnen auch für die Möglichkeit, dass wir uns in die Ausarbeitung der neuen Bestimmungen über einen Vertreter der Kantonalbanken in der Nationalen Arbeitsgruppe einbringen konnten.

Summary

Die Kantonalbanken begrüssen die Einführung der Leverage Ratio als einfache Masszahl. Die Komplexität der nun vorliegenden Vorschläge zur Berechnung sowie die zu kurzen Umsetzungsfristen überraschen uns jedoch. Wir fordern daher eine Überprüfung und Differenzierung bei den Anforderungen resp. der Berechnung sowie eine Umsetzungsfrist von mindestens einem halben Jahr (nach definitiver Verabschiedung).

Im Hinblick auf die später folgende Festlegung der Höhe der Leverage Ratio ist eine Abstufung der Mindestanforderung zumindest zwischen „Global Systemically Important Financial Institutions“ (G-SIFIs) und den restlichen Schweizer Bankinstituten vorzusehen.

Der Einbezug der Flüssigen Mittel in die Leverage Ratio ist problematisch, da diese Position kein Risiko darstellt (Rz 14). Die vorgesehene Methode führt dazu, dass eine aus Liquiditätsoptik wünschenswerte resp. positive Konstellation mit hoher Liquiditätshaltung in der Optik der Leverage Ratio zu einer Benachteiligung resp. Bestrafung führt!

Die Währungskongruenz zwischen Margenzahlung und Abwicklung von Derivat-Kontrakten (Rz 31) soll ersatzlos gestrichen werden, da dies praxisuntauglich und kaum umsetzbar ist.

Der vorgegebene Multiplikator zur Berechnung des Gesamtengagements für Banken, welche von den längeren Übergangsbestimmungen beim Wechsel des Schweizer Standardansatzes Gebrauch machen (Rz 77), muss gestrichen werden. Diese faktische Bestrafung für die Verwendung des SA-CH ist nicht gerechtfertigt und mit Ablauf der Übergangsfrist wird die Bestimmung obsolet.

Betreffend die vorgesehenen Erleichterungen für die Offenlegung von Banken, deren Mindesteigenmittel für das Kreditrisiko CHF 200 Mio. nicht übersteigen (Rz 8), schlagen wir vor, dass diese Grenze auf CHF 1 Mrd. oder zumindest 750 Mio. angehoben wird. Nur so wird dem Proportionalitätsprinzip angemessen Rechnung getragen.

Die FINMA soll überprüfen, ob eine volle und ausnahmslose Publikation der LCR wirklich nötig ist (Rz 36). Für eine finanziell angeschlagene Bank könnte eine solche Publikation kontraproduktiv sein und die Lage weiter verschärfen.

Die tägliche Aktualisierung sämtlicher Daten für systemrelevante Banken, welche in die LCR einfließen, sowie die tägliche Konsolidierung ist nicht realistisch (Rz 46.3-46.5). Für die täglich berechnete LCR sollte das Rundschreiben festhalten, dass die Berechnung hinsichtlich Revidierbarkeit nicht dem Qualitätsstandard der monatlichen LCR entsprechen muss.

1. Rundschreiben 2015/xx „Leverage Ratio“

Generell und Umsetzungsfrist

Eine Leverage Ratio als einfache Masszahl wird von den Kantonalbanken unterstützt. Jedoch hat die Komplexität der nun vorliegenden Berechnungsmethode viele unserer Mitglieder überrascht. Zudem würde die kurze Einführungszeit zu einer zu grossen Herausforderung führen. Der ursprünglichen Absicht, eine einfache Berechnungsform für die Leverage Ratio zu finden, wird mit der gegenwärtigen Vorgabe nicht entsprochen. Im Gegenteil: Es wird eine komplexe Form definiert, welche für die Banken zu einem Mehraufwand bei der Berechnung und Reportierung der Kennzahl führen wird und für einen Aussenstehenden kaum nachvollziehbar ist.

Im Hinblick auf die später folgende Festlegung der Höhe, ist eine Abstufung der Mindestanforderung zumindest zwischen „Global Systemically Important Financial Institutions“ (G-SIFIs) und den restlichen Schweizer Bankinstituten vorzusehen.

Die Vernehmlassung läuft bis Ende August und die Inkraftsetzung ist für den 1.1.2015 vorgesehen. Im Bericht wird jedoch erwähnt, dass die Leverage Ratio bei allen beaufsichtigten

Banken und Effekthändlern bereits vor Inkraftsetzung des Rundschreibens per Stichtag 30.9.2014 erhoben wird. Konsequenterweise sind die Banken gezwungen, die Vorschriften bereits früher zu implementieren. Wir erachten diese Frist, insbesondere für die Banken, die nicht am Test-Reporting teilgenommen haben, als unrealistisch. Der durch diese extrem kurze Frist bei den Banken verursachte Mehraufwand ist nicht zu rechtfertigen. Ausserdem sind wir der Meinung, dass das Inkrafttreten der Vorschriften per 1.1.2015 für kleinere Banken zu früh ist.

Wir fordern daher eine Umsetzungsfrist von mindestens einem halben Jahr (nach definitiver Verabschiedung).

Wie bereits erwähnt, wird die Anwendung eines nicht-risikobasierten Messkriteriums in Form der Leverage Ratio grundsätzlich begrüsst. Unverständlich bleibt jedoch, weshalb seitens des Basler Ausschusses und der FINMA nun doch keine einfache Masszahl, sondern ein komplexes und nicht unproblematisches Berechnungsverfahren eingeführt werden soll. Die Berücksichtigung von regulatorischem Eigenkapital oder des Kernkapitals kann zu erheblichen Unterschieden bei den Ratios führen. Bedeutende stille Reserven und/oder andere substantielle Ergänzungskapitalien führen zu unterschiedlichen Resultaten bei der Ratio-Berechnung.

Es soll überprüft werden, ob anstelle des Kernkapitals nicht besser das regulatorische Eigenkapital für die Berechnung der Leverage Ratio zu verwenden ist.

Konsolidierung (Rz 6)

Das Erfordernis, Zweckgesellschaften zu konsolidieren, führt in den unterschiedlichen Rechnungslegungsstandards zu einem unterschiedlichen Konsolidierungskreis. Für die Berechnung der Leverage Ratio einen neuen Konsolidierungskreis heranzuziehen, erachten wir als eine unnötig aufwändige und kaum zweckdienliche Umsetzungsvariante. Die Vergleichbarkeit für Finanzanalysten und Investoren wird dadurch zusätzlich erschwert, was dem Wunsch nach mehr Transparenz widerspricht.

Auf den Einbezug von Zweckgesellschaften soll deshalb verzichtet werden. Damit wird die Komplexität verringert und der Konsolidierungskreis mit der Eigenmittelberechnung in Übereinstimmung gebracht.

Einbezug der „Flüssigen Mittel“ in die Leverage Ratio (Rz 14)

Wir erachten den Einbezug der Flüssigen Mittel in die Leverage Ratio als problematisch, da diese Position kein Risiko darstellt. Die Flüssigen Mittel sind daher nicht mit Eigenmitteln zu unterlegen und sollten aus Konsistenzgründen auch nicht in die Leverage Ratio einbezogen werden. Die vorgesehene Behandlung führt dazu, dass eine aus Liquiditätsoptik wünschenswerte resp. positive Konstellation mit hoher Liquiditätshaltung in der Optik der Leverage Ratio zu einer Benachteiligung resp. Bestrafung führt!

Durch den Einbezug der Flüssigen Mittel bei der Berechnung der Eigenmittel wird zusätzlich das Risiko einer stark erhöhten Volatilität der Leverage Ratio in Kauf genommen, die jedoch nicht einer tatsächlichen Veränderung des Risikoprofils einer Bank entsprechen muss.

Die Flüssigen Mittel sind bei der Berechnung der Leverage Ratio nicht zu berücksichtigen.

Währungskongruenz als Bedingung für eine vorgezogene Abwicklung (Rz 31)

Wir beantragen, dass die Währungskongruenz zwischen Margenzahlung und Abwicklung von Derivat-Kontrakten gestrichen wird, da dies praxisuntauglich und kaum umsetzbar ist. Schon erfolgte Margenzahlungen führen unabhängig der Währung zu einer vorgezogenen Abwicklung. Eine Vorgabe für eine Währungskongruenz mit dem Derivat-Kontrakt als vorgezogene Abwicklung macht daher wenig Sinn. Zudem werden in der Praxis solche vorgezogene Abwicklungen für verschiedene Derivat-Kontrakte wohl ausschliesslich oder zumindest überwiegend in einer definierten Hauptwährung vorgenommen.

Die Bedingung der Währungskongruenz ist unnötig komplex und nicht sinnvoll, sie soll aus diesem Grund gestrichen werden.

Multiplikator als Übergangsbestimmung (Rz 77)

Bekanntlich sind die Unterschiede bei der Behandlung und Gewichtung von einzelnen Risiken unter SA-CH und SA-BIZ beträchtlich. Dies kann entweder zu höheren oder auch zu tieferen Eigenmittelerfordernissen führen. Mit dem Beschluss zur vollständigen Abschaffung des SA-CH hat der Bundesrat, im Sinne eines politischen Kompromisses, gleichzeitig längere Übergangsfristen beschlossen (bis 2018) als ursprünglich von der FINMA vorgesehen. Gemäss Randziffer 77 soll nun für diejenigen Banken, welche die längeren Übergangsbestimmungen in Anspruch nehmen wollen (Art. 137 ERV), mit einem Multiplikator von 2 eine künstliche Annäherung zum internationalen Standardansatz SA-BIZ gewährleistet werden.

Wir sind erstaunt, dass – obwohl in der Eigenmittelunterlegung sämtliche Korrekturfaktoren resp. Multiplikatoren zwischen den beiden Standardansätzen SA-CH und SA-BIZ für die Übergangsfrist abgeschafft wurden – nun mit dem Rundschreiben 2015/xx ein neuer Multiplikator zur Berechnung der Leverage Ratio eingeführt werden soll – und dies noch dazu bei der Umsetzung einer ungewichteten Masszahl und in einem Teilgebiet. Zudem scheint uns der Faktor 2 als übertrieben hoch. Die Höhe des Multiplikators lässt vermuten, dass Banken, welche die vom Bundesrat in einem politischen Prozess festgesetzte Übergangsfrist nutzen wollen, zu einer schnelleren Einführung des internationalen Standards gedrängt werden sollen. Man kann dies auch als Bestrafung derjenigen Banken sehen, welche die Übergangsfrist in Anspruch nehmen möchten.

Der Multiplikator zur Berechnung des Gesamtengagements für Banken, welche von den Übergangsbestimmungen des Schweizer Standardansatzes Gebrauch machen, ist ersatzlos zu streichen.

2. Rundschreiben 2008/22 „Offenlegung Banken“

Gegenstand (Rz 1/1.1)

Der Gegenstand wird ausgehend von den Eigenmittelvorschriften dargelegt. Der einleitende Satz „Das vorliegende Rundschreiben konkretisiert Art. 16 der Eigenmittelverordnung ...“ stimmt so nicht (mehr). Der Bezug zur Liquidität und zur Leverage Ratio wird zu wenig deutlich hergestellt.

Geltungsbereich und Ausnahmen (Rz 3 und 6)

Gemäss Erläuterungsbericht müssen die Angaben zur LCR nur auf konsolidierter Basis und nur in einer einzigen Währung angegeben werden (vgl. S. 20). Der zweite Punkt geht jedoch aus dem Rundschreiben zu wenig klar hervor. Zudem beschreibt die Randziffer 6, dass der Konsolidierungskreis der Eigenmittelberechnung dem Art. 7 der Eigenmittelverordnung entspricht, während der Erläuterungsbericht auf Seite 20 von Unterschieden spricht.

Um eine konsistente Umsetzung durch alle Banken zu gewährleisten, sollten diese Widersprüche bereinigt werden.

Ausnahmen Offenlegungspflichten (Rz 8)

Wir sind der Meinung, dass mit den vorgesehenen Erleichterungen für die Offenlegung von Banken, deren Mindesteigenmittel für das Kreditrisiko CHF 200 Mio. nicht übersteigen, das Proportionalitätsprinzip nicht angemessen umgesetzt resp. keine ausreichende Erleichterung für kleinere Banken realisiert werden kann.

Wir erwarten, dass diese Grenze auf CHF 1 Mrd. oder zumindest 750 Mio. angehoben wird. Damit würde eine Harmonisierung von Rz 8 und 54 des RS 2008/22 erreicht und eine effektive Erleichterung für kleinere Institute geschaffen respektive beibehalten.

Offenlegung betrieblich sensibler Daten (Rz 36)

Es gilt zu betonen, dass die Offenlegung einer betrieblich sensiblen Information wie der Liquiditätslage eine äusserst heikle Angelegenheit sein kann, insbesondere wenn die finanzielle Situation einer Bank angespannt ist. Zum einen kann die Situation von anderen Marktteilnehmern zum Nachteil des betroffenen Instituts ausgenutzt werden, zum anderen wird eine Bank, die in einen Liquiditätsengpass gerät, rascher einem „Bank Run“ ausgesetzt sein. Eine Überbrückung eines Liquiditätsengpasses durch die Verwertung von liquiden Aktiven, wie in den Vorschriften vorgesehen, wird in einer solchen Situation unter Umständen nicht mehr möglich sein, da dies wiederum von anderen Marktteilnehmern ausgenutzt werden kann.

Wir sind der Meinung, dass die FINMA überprüfen sollte, ob eine volle und ausnahmslose Publikation der LCR wirklich notwendig ist.

Wesentlichkeit bei quantitativen Angaben zur LCR (Rz 36.3 ff)

Die Bank ist gemäss Randziffer 36.3 verpflichtet, zu sämtlichen in den Randziffern 36.4 bis 36.11 aufgelisteten Punkten Angaben zu machen. Dies steht im Widerspruch zur entsprechenden Vorschrift im Basler Regelwerk, welche unter §15 nur die Darlegung derjenigen Punkte verlangt, welche für die LCR von Bedeutung sind.

Der Begriff der Wesentlichkeit ist im Rundschreiben zu extensiv ausgelegt und muss enger gefasst werden. Randziffern, welche nicht zum Wesentlichkeitsprinzip gehören, sollen gestrichen werden; dies betrifft Rz 36.4, Rz 36.5, Rz 36.6, Rz 36.7, Rz 36.8, Rz 36.9 und Rz 36.10.

Quantitative Informationen (Rz 46.3-46.5)

Die tägliche Aktualisierung sämtlicher Daten für systemrelevante Banken, welche in die LCR einfließen, sowie die tägliche Konsolidierung sind nicht realistisch. Für die täglich gerechnete

LCR sollte das Rundschreiben festhalten, dass die Berechnung hinsichtlich Revidierbarkeit nicht dem Qualitätsstandard der monatlichen LCR entsprechen muss. Sinnvoll erscheint ein risikobasierter Ansatz, bei welchem volatile Komponenten täglich und weniger volatile Komponenten monatlich aktualisiert werden.

Bei einer täglichen Berechnung der LCR ist vereinzelt mit Datenqualitäts- und Systemproblemen zu rechnen. Es stellt sich hier die Frage, wie vorzugehen ist, wenn die Daten für einen Tag grob verfälscht oder gar nicht vorliegen.

Die Vorgabe in Randziffer 46.4 verlangt, dass der einfache Durchschnitt der Tageswerte des Vorquartals basierend auf dem Tagesdurchschnitt der letzten 90 Arbeitstage auszuweisen ist. Wir erachten diese Vorgabe als widersprüchlich.

Wir schlagen deshalb vor,

- a) dass das Rundschreiben festhält, dass eine tägliche Berechnung nur auf Stufe Einzelabschluss vorgenommen werden und die Berechnung hinsichtlich Revidierbarkeit nicht dem Qualitätsanspruch der monatlichen LCR entsprechen muss;
- b) dass der Satz „Tagesdurchschnitt der letzten 90 Arbeitstage“ gestrichen wird und die Banken gemäss Randziffer 46.5 selber offenlegen, welche Datenpunkte sie verwendet haben.

Prüfung (Rz 60-61)

Aus diesen Randziffern geht hervor, dass Prüfgesellschaften die Einhaltung der Offenlegungspflichten prüfen müssen. Wir erachten es in diesem Zusammenhang als wichtig klarzustellen, dass nicht die täglichen oder monatlichen LCR-Berechnungen geprüft werden müssen. Ein solcher Qualitätsanspruch wäre nicht zumutbar.

Tabelle „Darstellung der regulatorisch anrechenbaren Eigenmittel“, Anhang 2

Laut Vorgaben zur Rechnungslegung der FINMA (RS 2008/2 Rz 231) stellen Fremdwährungsdifferenzen einen Bestandteil der Gewinnreserven dar. Die oben genannte Tabelle verlangt die „Gewinnreserven, inkl. Reserven für allgemeine Bankrisiken“ in Zeile 2 und die „Kapitalreserven und Fremdwährungsumrechnungsreserve“ in Zeile 3 auszuweisen. Da gemäss Rechnungslegung die Fremdwährungsdifferenzen zu den Gewinnreserven gehören, ergeben sich in dieser Tabelle Inkonsistenzen mit der Rechnungslegung.

Wir schlagen vor, die Fremdwährungsumrechnungsreserve ebenfalls in Zeile 2 auszuweisen.

Tabelle 11 und 12, Anhang 2

Gemäss Erläuterungsbericht müssen mittlere und grössere Bankinstitute in der Tabelle 11 des FINMA-RS 08/22 „Offenlegung Banken“ rund 30 Angaben zur Leverage Ratio publizieren. Dabei wird eine kaum verständliche Zweiteilung der Informationen verlangt. Grundsätzlich sind wir der Meinung, dass die Offenlegung in der Tabelle 11 und 12 zu detailliert ist. Wir bezweifeln, ob dieser Detaillierungsgrad tatsächlich einen Nutzen für den Leser (Investor, Finanzanalyst, etc.) schafft.

Der Detaillierungsgrad der Offenlegung der Leverage Ratio sollte auf ein verständliches Niveau reduziert werden.

Stellungnahme der Kantonalbanken zum neuen FINMA-Rundschreiben „Leverage Ratio“ und zum revidierten Rundschreiben „Offenlegung Banken“

Ergänzender Hinweis

In Fussnote 1 auf Seite 6 wird ausdrücklich die Differenzierung der Begriffe „Mindeststandard“ und „Mindestanforderung“ insbesondere im Zusammenhang mit der LCR erklärt und darauf hingewiesen, dass es sich bei der LCR um einen Mindeststandard handelt. Demnach sollte nach unserer Auffassung auf Seite 8, Punkt 3, der Begriff „Mindeststandard“ statt „Mindestanforderung“ verwendet werden; das gleiche gilt für die Seite 19, 3. Absatz.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für allfällige Rückfragen oder einen vertieften Austausch zu unseren Überlegungen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken



Hanspeter Hess
Direktor



Thomas Hodel
Vizedirektor